Paroles en réseau

Le livre et ses imaginaires, rencontre européenne

Les rendez-vous de l'édition

Bibliothèque
Centre publique d'information
Pompidou

Le livre et ses imaginaires

Rencontre européenne

**Henrique Barreto Nunes, Olivier Bourgois, François Dupuigrenet
Desroussilles, Markus Gerlach, Florence Noiville, Bernard Pivot, Martine
Poulain, James Raven, Gianni Riotta, Barbro Thomas, Jean-Sébastien
Dupuit et Anne-Marie Bertrand**

DOI : 10.4000/books.bibpompidou.938
Éditeur : Éditions de la Bibliothèque publique d'information
Année d'édition : 2001
Date de mise en ligne : 17 janvier 2014
Collection : Paroles en réseau
EAN électronique : 9782842462079

<http://books.openedition.org>

Édition imprimée

EAN (Édition imprimée) : 9782842460686
Nombre de pages : 66

Référence électronique

BARRETO NUNES, Henrique ; et al. *Le livre et ses imaginaires : Rencontre européenne*. Nouvelle édition [en ligne]. Paris : Éditions de la Bibliothèque publique d'information, 2001 (généré le 21 septembre 2021). Disponible sur Internet : <<http://books.openedition.org/bibpompidou/938>>. ISBN : 9782842462079. DOI : <https://doi.org/10.4000/books.bibpompidou.938>.

© Éditions de la Bibliothèque publique d'information, 2001
Conditions d'utilisation :
<http://www.openedition.org/6540>

Le livre et ses imaginaires

Rencontre européenne

Actes du colloque organisé
par la Bpi,
au Centre Pompidou,
le 18 novembre 2000.

Allocutions d'ouverture

- **Introduction générale**
Jean-Sébastien Dupuit
- **Quelques feuilles de papier cousues ensemble
(ou l'étonnement d'un escargot enfant)**
Anne-Marie Bertrand

Introduction générale

Jean-Sébastien Dupuit

Je voudrais vous dire quelques mots d'ouverture qui ne sont pas à proprement parler une introduction parce que je risquerais d'empiéter sur la conférence qu'Anne-Marie Bertrand va faire dans quelques instants. Ces mots, je les énonce du point de vue du ministère français chargé de la Culture et, plus particulièrement, d'une direction chargée des questions touchant au livre sous ses différents aspects, depuis la création jusqu'aux aspects économiques, marchands et aux différentes formes de diffusion – dont cette forme de diffusion privilégiée que constituent les bibliothèques. Et je voudrais remercier la Bibliothèque publique d'information d'avoir pris l'initiative de cette rencontre qui s'inscrit dans un ensemble plus général. C'est cet aspect plus général que je voudrais commenter ici et donc, d'une certaine manière, je n'aborderai pas directement le sujet d'aujourd'hui.

La France occupe pour six mois la présidence de l'Union européenne, aussi un certain nombre de rencontres se sont-elles multipliées dans chaque secteur sur ce thème. Il faut profiter de l'occasion pour confronter les points de vue européens sur chaque sujet. C'est intéressant et utile en soi, mais cela peut avoir aussi un petit côté artificiel et si j'étais polémique je dirais qu'il ne faudrait pas que cela fasse penser aux obligations qu'on nous impose désormais à l'occasion d'Halloween de rajouter chacun nos citrouilles... Dans le cas du livre, je voudrais vous dire combien il est opportun et même nécessaire d'avoir ce type de réflexions et ce type de confrontations, parce que la confrontation et la convergence

ne sont pas si évidentes que cela. Je voudrais souligner une sorte de paradoxe. D'un côté, si l'on prend les choses sur la très longue distance il est clair que le livre est un élément tout à fait fondateur de ce que l'on peut considérer comme une identité européenne, que le livre a passé les frontières, qu'il s'est joué des censures, des frontières politiques, des frontières idéologiques, des frontières évidemment religieuses qui ont pu marquer notre continent et que, donc les idées ont circulé. Et puis de l'autre, si on se rapporte plutôt aux réalités quotidiennes, la circulation du livre, les échanges ne semblent pas si évidents que cela. Il y a bien sûr la barrière de la langue et dans les réflexions qui sous-tendent les politiques menées à l'échelon communautaire, la dimension de la traduction est depuis longtemps mise en avant par les institutions européennes. D'un certain point de vue – et là je donne celui d'un pays qui utilise une langue que l'on appelle de grande diffusion – je regretterai un peu, tout en comprenant parfaitement les raisons qui ont motivé ce choix, le fait que les politiques européennes privilégient les relations entre les langues de petite diffusion et les langues de grande diffusion. Dans cette logique les priorités des politiques européennes et les financements européens intéressent en premier lieu la traduction dans les langues de plus petite diffusion des œuvres de littérature de plus grande diffusion et, dans l'autre sens, la traduction dans les langues de grande diffusion – l'anglais, l'allemand, l'italien ou l'espagnol ou le français – qui correspondent à des populations beaucoup plus restreintes. Je comprends natu-

Jean-Sébastien Dupuit est directeur du Livre et de la Lecture, ministère de la Culture et de la Communication.

rellement cette orientation, et elle se justifie par des raisons économiques de taille – les « marchés » que représentent ces pays de population plus faible. En même temps, le problème subsiste: y a-t-il réellement une circulation importante des œuvres – qu'il s'agisse de littérature de fiction ou d'essais – y compris entre les pays de grande diffusion, compte tenu du fait que seule une partie des ouvrages est traduite en raison des délais nécessaires à la réalisation des traductions et que le multilinguisme n'est quand même pas aussi répandu qu'il le devrait? Il y a en vérité un bilinguisme entre une certaine langue et les autres langues qui est en train de s'installer de manière quasi officielle et, de ce fait, nous ne savons pas réellement – et je dirais en temps réel – ce qui se produit et ce qui est livré au public dans chaque pays. J'ai le sentiment qu'il existe des barrières très fortes et qu'il faut souvent quelques années pour qu'une partie seulement de la production d'un pays – qui n'est pas forcément la partie la plus importante, nous manquons de recul pour le savoir – soit réellement mise à la disposition des autres pays, à l'exception bien sûr du nombre de personnes très restreint qui connaît la langue de ce pays.

Au-delà de cette barrière de la langue, l'une des raisons est probablement la très grande diversité culturelle entre les pays et je pense que dans le premier débat de cet après-midi on s'interrogera sur cette diversité et peut-être sur la profondeur de ses racines. Mais cette difficulté de circulation et cette diversité correspondent aussi à quelque chose – et là j'aborde les rencontres que la Bpi a organisées pendant dix-huit mois – qui tient aussi à la diversité des régimes économiques, juridiques qui touchent le livre. Les conditions concrètes de la

production, donc de l'édition, de la diffusion du livre dans chacun des pays et cette diversité des différents régimes sont au cœur d'un des grands débats actuels au niveau européen qui concerne justement les politiques du livre dans leur dimension la plus juridique, la plus économique. Le débat s'est principalement focalisé sur la question du prix du livre mais, au-delà des aspects techniques de ce débat, celui-ci a fait apparaître précisément la très grande diversité d'approches des pays. Et je dirais que la rencontre qui a eu lieu à la fin du mois de septembre et que nous avons voulu organiser au niveau des professionnels, des administrations spécialisées à Strasbourg – donc toujours dans le cadre de cette présidence française de l'Union européenne –, a d'une certaine manière fait progresser l'idée de la légitimité de cette diversité de régimes. Elle a donc bien fait apparaître que le problème ne se situait pas uniquement dans le cadre de l'unification européenne – la France a depuis vingt ans une loi sur le prix unique du livre qui est l'un des éléments fondateurs; certains pays, sous des formes différentes, ont le même type de système et d'autres ont un système tout à fait opposé –, que le débat n'était pas de choisir et d'étendre au niveau de l'ensemble de l'Europe un régime ou un autre, mais bien de reconnaître la diversité d'approche de chaque pays. Nous espérons, dans le prolongement de la rencontre que nous avons organisée au niveau des professionnels et des administrations spécialisées, qu'au niveau des États, l'ensemble des pays reconnaîtra de manière solennelle cette diversité des différents types de régime, des différentes façons de gérer l'économie du livre. Le respect de la diversité culturelle, le res-

pect de la diversité des différents acteurs de l'économie face à la concentration nous semblent fondamental pour chaque pays.

Nous espérons que l'Europe reconnaîtra non seulement cette liberté de maintenir les régimes que chacun a choisi de suivre mais aussi la nécessité de faire en sorte que ces régimes ne soient pas contournés, notamment par le biais des nouvelles technologies, du développement du commerce électronique et d'une sorte d'impunité que ces modalités de contournement pourraient avoir par l'application du droit européen, c'est-à-dire d'une conception de l'unification européenne à la stricte liberté de circulation des marchandises. Et là, nous sommes évidemment au cœur d'une question tout à fait essentielle, qui est de bien faire comprendre que le livre n'est pas uniquement une marchandise. Il répond bien sûr à des règles économiques, mais il est aussi autre chose et c'est là pour nous l'une des clés de la diversité. Je suis donc frappé de constater que la diversité des politiques, des approches objectives, extérieures en quelque sorte au contenu même du livre, rejoint très probablement la diversité plus profonde, plus intellectuelle liée à l'image du livre, à la place du livre dans les cultures, dans les représentations qui, elle, est au cœur de la rencontre d'aujourd'hui.

Quelques feuilles de papier cousues ensemble (ou l'étonnement d'un escargot enfant)

Anne-Marie Bertrand

À cette « conférence d'introduction », j'ai trouvé un titre (et même un sous-titre) que je vous propose : « Quelques feuilles de papier cousues ensemble », c'est peu ou prou la définition du livre selon l'administration des douanes. Quant à l'« escargot enfant », il vient de chez Pascal Quignard : « Un livre est assez peu de chose, et d'une réalité sans nul doute risible au regard d'un corps. Il ne se transporte au réel que sous des dimensions qui ne peuvent impressionner que les mouches, exalter quelques blattes peut-être, étonner les cirons. Parfois l'œil d'un escargot enfant¹. »

J'assume aujourd'hui, devant vous, le redoutable honneur et la tâche redoutable d'introduire cette rencontre autour des imaginaires du livre. Tâche redoutable car, d'une certaine façon, toute l'histoire littéraire mais aussi une bonne partie de l'histoire politique française tournent autour de la question de la langue, de l'écrit et du livre – de l'abbé Grégoire à l'enseignement de la langue corse, de la place de la littérature au lycée au débat sur le prêt payant en bibliothèque. Tâche redoutable parce que l'autobiographie de lecteur est quasiment devenue un genre littéraire à part entière – n'évoquons que les derniers arrivés, Quignard, Debray ou Dumayet. Tâche redoutable car le livre, l'avenir du livre, la mort du livre, sont aujourd'hui des marronniers – comme on dit dans la presse pour les sujets récurrents : tous les automnes, la chute des feuilles, la rentrée scolaire, les prix littéraires et la mort du livre. Tâche redoutable car le discours sur le livre est forcément passionné et passionnel, puisque ce sont les pro-

fessionnels de l'écrit, eux-mêmes lecteurs mais aussi écrivains ou écrivains qui en parlent – ou en écrivent. Tâche redoutable, enfin, parce que l'image du livre, en France, est aujourd'hui ambivalente, à la fois de distinction et de rejet.

Ces remarques seront peut-être développées, au moins pour certaines d'entre elles, dans les tables rondes qui vont suivre. Pour ma part, en guise d'ouverture, je n'aborderai que quelques points : le statut paraît-il exceptionnel du livre en France, mais aussi, dans une deuxième partie, la métamorphose de ce statut et, enfin, quelques interrogations sur les frontières européennes de cet imaginaire.

L'exception du livre en France

La France, disent les analystes, est une nation littéraire². Des écrivains y ont leur place au Panthéon, en premier lieu Voltaire et Rousseau. Des funérailles nationales, dont la ferveur nous dépasse, ont salué la mort de Victor Hugo. André Gide, à l'occasion de sa mort, a fait la couverture de *Paris-Match*. Blaise Pascal et Antoine de Saint-Exupéry figurent sur nos billets de banque. Nos rues et nos places gardent le souvenir de nos écrivains – il existe même, à Paris, un « square des écrivains combattants morts pour la France ». Nos collèges, nos lycées, nos bibliothèques portent des noms littéraires. La scène politique a accueilli nombre d'écrivains, de Chateaubriand à Lamartine, de Barrès à Hugo, de Sartre à Malraux. Symétriquement, les hommes politiques français se targuent volontiers de littérature – les candidats à de hautes fonctions politiques doivent faire la preuve de leur goût et de leur talent pour la chose

Anne-Marie Bertrand, Direction du livre et de la lecture, ministère de la Culture et de la Communication.

1. Pascal Quignard, *Petits traités*, Gallimard, 1997, (Folio).

2. Priscilla P. Ferguson, *La France nation littéraire*, Éditions Labor, 1991.

littéraire, en passant à la télévision l'oral de littérature chez Pivou ou en publiant des livres – *François I^{er}* ou *La tentation de Venise*. Charles de Gaulle est aujourd'hui entré en Pléiade, le Panthéon des lettres, et cet homme d'État disait que « si quelque infirmité l'avait empêché de choisir le métier des armes, il aurait consacré sa vie à écrire » ; un de ses collaborateurs des années de guerre se souvient de lui, « à sa table de travail, la plume à la main (...). Appuyé à son bureau, dans le nuage de cigarettes, il écrivait, raturait, reprenait son texte, achevait³ ».

Tous ces signes sont des indices de la place symbolique du livre – et de la littérature : en l'espèce, il est bien difficile de distinguer le support et son contenu. J'évoquerai ici, plus particulièrement, quelques liens (spécifiquement français ?) entre livre et politique : le personnage politique et littéraire de François Mitterrand, la croyance (française) que le livre peut faire les révolutions et le lien entre le livre et la liberté.

Mitterrand, le livre et la littérature

On se souvient peut-être que la photo officielle du président Mitterrand, en 1981, fut prise par Gisèle Freund. Le président fut photographié dans la bibliothèque de l'Élysée, un livre ouvert à la main. Bien que la couverture du livre fût invisible, on sut cependant bien vite qu'il s'agissait des *Essais* de Montaigne. Posture de président lisant, de président lecteur, de président lettré. Communication sur la posture du président lisant, lecteur, lettré. Le philosophe Jacques Rancière analyse comment, lors de l'élection présidentielle de 1988, François Mitterrand

rebondit sur cette image en l'enrichissant d'une posture d'écrivain : « Mitterrand préféra écrire. Cela s'appela : *Lettre à tous les Français*. Les esprits forts aussitôt ricanèrent : épaisse comme elle était, qui donc allait la lire parmi ceux auxquels elle était adressée ? Insondable naïveté des esprits forts, de ceux pour qui des mots sur du papier ne tiennent jamais en face de quelque réalité. La réponse est pourtant évidente. Peu importe le nombre de ceux qui la lisent. L'essentiel est qu'elle soit adressée et signée⁴. » Le même Jacques Rancière ajoute ailleurs : « Les énoncés politiques ou littéraires font effet dans le réel (...). L'homme est un animal politique parce qu'il est un animal littéraire, qui se laisse détourner de sa destination "naturelle" par le pouvoir des mots⁵. »

Enfin, dernier trait que j'emprunterai à cet exemple présidentiel, la confusion entre la biographie et la littérature, entre l'homme et le personnage. On se souvient du titre du documentaire de Patrick Rotman et Jean Lacouture : « François Mitterrand, le roman du pouvoir ». Pierre Nora va encore plus loin et analyse ainsi la confusion entre le registre politique et le registre littéraire : « S'il est vrai que le lien entre le politique et le littéraire est un des traits les plus marqués de l'identité historique et nationale française, il faut reconnaître que François Mitterrand représente le sommet du genre et probablement le chant du cygne, puisqu'il est à la fois peintre et modèle, acteur et auteur, romancier de sa vie et sujet du roman. On ne peut guère aller plus loin. Mitterrand a fait donc de sa personne à la littérature. Elle le lui a rendu généreusement⁶. »

3. Claude Bouchinet-Serreulles, *Le Monde*, 10 novembre 2000.

4. *Aux bords du politique*, La Fabrique, 1998.

5. *Le Partage du sensible*, La Fabrique, 2000.

6. « Un Homme à mots », *Le Débat*, n° 112, 2000.

Extrapolons à partir de cet exemple présidentiel.

Le pouvoir des mots sur du papier peut-il contribuer à faire l'histoire ? Voilà bien une croyance française, une croyance spécifiquement française, que Gavroche disait déjà en chanson : « Je suis tombé par terre, c'est la faute à Voltaire,

Le nez dans le ruisseau, c'est la faute à Rousseau. »

Régis Debray s'interroge sérieusement « si et comment les livres font les révolutions » et cite, comme contrepoint à cette extraordinaire question française, l'hypothétique ouvrage d'un Daniel Mornet anglais : *Les origines intellectuelles de la révolution anglaise*, titre que Debray juge saugrenu et provocateur – mais que les Russes ou les Israéliens, dit-il, pourraient adapter à leur histoire⁷. Les livres font-ils les révolutions ? Les livres ont-ils fait la Révolution française ? Habermas rappelle que pour Kant, c'est la circulation de l'écrit et la discussion autour des textes – la « lecture discutée », le débat d'idées, dirions-nous aujourd'hui – qui fondent l'usage public de la raison. La circulation de l'écrit comme source, étincelle ou moteur de la Révolution est une idée largement partagée par les historiens politiques. Au premier rang desquels, Tocqueville : « Cette circonstance, si nouvelle dans l'histoire, de toute l'éducation politique d'un grand peuple, entièrement faite par les gens de lettres, fut ce qui contribua le plus peut-être à donner à la Révolution française son génie propre » (*L'Ancien Régime et la Révolution*).

« L'éducation politique faite par les gens de lettres... » En quoi cette éducation consistait-elle ? Les his-

toriens distinguent deux facteurs complémentaires : d'une part, la circulation des idées des « philosophes » et des encyclopédistes ; d'autre part, la diffusion de libelles, de satires ou de pamphlets contribue à miner le pouvoir. Robert Darnton : « Les brochures politiques brodent une douzaine de motifs sur un seul thème : la monarchie a dégénéré en despotisme. Elles n'appellent pas à une révolution, ni ne prévoient 1789, ni même ne discutent beaucoup les transformations profondes, politiques et sociales qui rendraient possible l'abolition de la monarchie. Sans y penser, elles préparent pourtant cet événement en désacralisant les symboles et en dégonflant les mythes qui avaient fait accepter comme légitime la monarchie à ses sujets⁸. »

Les livres auraient contribué à détruire l'image monarchique. Pas si simple, rétorque Roger Chartier, qui souligne que les ouvrages des philosophes étaient largement diffusés dans la société, chez des lecteurs qui auront vis-à-vis de la Révolution des attitudes diamétralement opposées. Ainsi se garde-t-il d'accorder aux livres « une trop immédiate puissance », mais rappelle-t-il, au contraire, qu'ils (les livres) « autorisent des usages et des compréhensions multiples⁹ ». L'essentiel, dit encore Roger Chartier, est « moins dans le contenu des livres philosophiques » que dans « un mode de lecture inédit qui développe une attitude critique, détachée des dépendances et des obéissances qui fondaient les représentations anciennes ». La croyance dans le pouvoir des livres, dans le pouvoir des mots sur du papier doit ainsi être replacée, resituée, restituée dans l'histoire de la lecture elle-même.

7. *Par amour de l'art : une éducation intellectuelle*, Gallimard, 1998.

8. Cité par Roger Chartier, *Les Origines culturelles de la Révolution française*, Seuil, 1990.

9. *Ibid.*

Cette croyance (dans le pouvoir du livre) en France est-elle liée à notre histoire catholique ? Est-elle liée à notre histoire politique ? C'est un point que la première table ronde abordera peut-être. Ici, je me contenterai de souligner que, depuis les Lumières et la Révolution, l'histoire politique française est sous-tendue par l'idée que la République doit s'appuyer sur des « citoyens éclairés ». Et que l'articulation entre la liberté et la connaissance est fondamentale. Comme le disait déjà Condorcet, « jamais un ignorant ne sera libre ». D'où la passion politique de la France pour l'école. D'où l'importance accordée depuis Jules Ferry et ses épigones au partage du savoir. D'où, j'y reviens, l'importance accordée au livre comme vecteur de savoir et outil de partage de ce savoir. Jules Ferry : « Pour nous, le livre, quel qu'il soit, c'est l'instrument fondamental et irrésistible de l'affranchissement de l'intelligence. » D'où, excusez-moi pour ce raccourci, l'importance accordée aux bibliothèques comme outil de partage de la culture et du savoir. Je cite quelques extraits de rapports officiels : « À l'instar de l'instruction au XIX^e siècle, la lecture doit être reconnue comme un véritable service public. C'est aux bibliothèques qu'il appartient d'assurer ce service », (Commission Bibliothèques et lecture publique du VI^e Plan, 1970). « Nul n'a jamais contesté que la lecture publique, comme l'instruction publique, devait être un service public », (Rapport Yvert, « Décentralisation et bibliothèques publiques », 1984). « La lecture publique, si elle est devenue souvent le fer de lance de la politique culturelle de certaines collectivités, n'a pas encore trouvé sa juste place dans

nos institutions, à côté de l'école, comme le souhaitait Jules Ferry », (Rapport du président du CSB, 1995). Le parallèle fréquent entre la bibliothèque et l'école souligne, une nouvelle fois, la croyance dans le pouvoir émancipateur du livre. Dans le livre comme outil de liberté. Ici, il faut citer l'éditrice Viviane Hamy : « Le désir de lire, le désir de donner à lire a dynamité la peur que je peux avoir de la vie – je ne peux l'exprimer qu'en ces termes – et je voudrais pouvoir faire accéder le plus grand nombre de personnes à cette liberté-là¹⁰. » Liberté qui peut prendre des formes multiples, la liberté de celui qui apprend et comprend le monde comme la liberté de celui qui dialogue avec les auteurs et leurs œuvres, avec « le don des morts » pour reprendre la belle formule de Danièle Sallenave. Écoutons ce que disent les usagers mêmes des bibliothèques : « Je suis venu à la Bpi comme on boit un verre d'eau », dit un autodidacte assoiffé de savoir¹¹. Et un jeune d'origine algérienne, qui fréquente une bibliothèque de banlieue : « Je lis non pas pour m'évader, parce qu'on ne peut pas s'évader. Je vais faire une phrase d'auteur : je lis pour apprendre ma liberté¹². »

Le pouvoir des mots sur du papier : voilà bien une croyance spécifiquement française. Or, cette croyance est en train de s'estomper, de s'affaiblir, de disparaître. En matière de lecture, la France aujourd'hui abandonnerait le registre de la foi pour une approche profane. Regardons-y de plus près.

La fin de l'exception française ?

Quelle est aujourd'hui la place du livre et de la lecture en France ? Une place paradoxale : les Français sont plus

10. *Les Rendez-vous de l'édition*, BPI, 1999.

11. Christophe Evans, Agnès Camus, Jean-Michel Cretin, *Les Habités : le microcosme d'une grande bibliothèque*, BPI, 2000.

12. Michèle Petit, Chantal Balley, Raymonde Ladefroux, *De la bibliothèque au droit de cité : parcours de jeunes*, BPI, 1997.

nombreux à acheter des livres (63 %), possèdent plus de livres (91 %), sont plus nombreux à fréquenter une bibliothèque (31 %). Mais si la lecture est désormais une activité très largement partagée, elle diminue d'intensité. Les enquêtes sur les pratiques culturelles des Français montrent notamment une baisse du nombre de gros lecteurs depuis une dizaine d'années. « La France lit plus, les Français lisent moins », résume François de Singly.

Cette diminution du noyau dur des lecteurs suscite des commentaires alarmés, au-delà même de toute raison. Je cite, entre mille autres exemples, Bertrand Poirot-Delpech, de l'Académie française, dans un article intitulé « La lecture, c'est juin 1940¹³ » : « C'est la lecture comme instrument unique de regard sur le monde et sur soi que le XX^e siècle a évacué en quelques décennies. La langue a cessé d'être l'objet d'un savoir républicain facteur de liberté et d'égalité (...). L'abandon, par le XX^e siècle, de la notion de richesse et de liberté personnelles par le Livre représente une perte aussi tragique et lourde de conséquences que l'anéantissement par les deux guerres mondiales du concept d'humanité. »

Dans l'excès même du propos, on mesure l'émotion : c'est le livre comme symbole d'une liberté possible qui est atteint. On le voit, l'image du livre, depuis vingt ou trente ans, a radicalement changé. Une enquête menée récemment par Christian Baudelot montre que si les jeunes lisent (*Et pourtant, ils lisent !*, Seuil, 1999), leur rapport au livre est de plus en plus distant. Interrogés sur leurs activités de loisirs, les jeunes de 6^e placent la lecture de livres au 6^e rang

de leur activité, après « écouter de la musique », « regarder la télé », « voir des amis », « faire du sport » et « lire des magazines ». Le sociologue Olivier Donnat résume ce glissement symbolique : « Le livre souffre d'un déficit d'image (...). Il est devenu pour beaucoup emblématique d'un monde révolu, celui qui a précédé la généralisation des nouvelles technologies et la diffusion des valeurs de rapidité, de convivialité et d'hédonisme qui leur sont liées¹⁴. »

Pour terminer sur ce point, l'illustration par quelques exemples de cette analyse sociologique.

À sa sœur à qui on vient d'offrir un livre, un garçon de dix ans adresse un radical « Un livre, c'est pas un cadeau, c'est une corvée », dans un téléfilm diffusé l'été dernier à la télévision française¹⁵.

Autre exemple, le récit d'une librairie marseillaise : « La librairie. L'enfant jouait avec le directeur des musées de Marseille, qui travaillait à l'étage du dessus. Il était sans doute un peu leur mascotte, la preuve des livres par le prolétariat et il en était fier. Dix ans plus tard, il est en prison comme son frère. "On l'a vu glisser sans rien pouvoir faire [dit la librairie]. On a bien essayé, mais je pense que dans le quartier la pression était trop forte, on devait se moquer de lui"¹⁶. »

Le sociologue Erving Goffman avait raconté une histoire similaire – mais dont la fin était plus heureuse – d'un jeune délinquant qui fréquentait la bibliothèque publique de son quartier mais qui, avant d'y entrer, veillait à ce qu'il n'y ait dans la rue personne de connaissance (personne de sa bande, de son groupe, de son gang) qui pourrait le trahir et rire de lui.

Rire des lecteurs, à nous qui sommes

13. *Le Monde*, 1^{er} octobre 1996.

14. *Les Français face à la culture : de l'exclusion à l'éclectisme*, La Découverte, 1994.

15. *Les Parents modèles*, diffusé le 26 juillet 2000.

16. *Libération*, 13 octobre 2000.

lecteurs, cela semble une incongruité. Mais il semble que ce rire ne soit pas si rare. Jugeons-en par ce portrait de grand lecteur dressé par des élèves de BEP : « Intelligent, emmerdant, coincé, solitaire, avec des lunettes et toujours en avance en cours. » La lecture isole, coupe des autres, rompt avec la sociabilité juvénile, disent les jeunes. La dégradation de l'image du livre s'accompagne de la dégradation de l'image du lecteur, du gros lecteur, du fou de lecture. François de Singly commente alors : « On comprend que si un tel jeune existe, il se cache¹⁷. »

Pourtant, pourtant, cette image n'est pas unanime. Parallèlement à cette image dégradée, désacralisée (profanée?), persiste une image positive, heureuse, passionnée.

L'éditeur Georges Monti : « Jeune homme, j'étais un lecteur exagéré¹⁸. » Le journaliste Pierre Dumayet : « Un livre est comme une ville avec ses rues où les vitrines se suivent comme des mots. À la première lecture, on ne s'arrête pas également devant chaque étalage. Relire est aussi naturel qu'aimer. Les personnes qui n'aiment pas relire les livres qu'elles ont aimés me font penser à un fat qui dirait d'une femme : je l'ai déjà lue¹⁹. »

L'écrivain Jean-Paul Sartre : « Les souvenirs touffus et la douce déraison des enfances paysannes, en vain les chercherais-je en moi. Je n'ai jamais gratté la terre ni quêté des nids, je n'ai pas herborisé ni lancé des pierres aux oiseaux. Mais les livres ont été mes oiseaux et mes nids, mes bêtes domestiques, mon étable et ma campagne ; la bibliothèque, c'était le monde pris dans un miroir ; elle en avait l'épaisseur infinie, la variété,

l'imprévisibilité [...]. J'avais trouvé ma religion : rien ne me parut plus important qu'un livre²⁰. »

Encore une citation, pour finir. Elle est de Jacques Roubaud, écrivain français, qui dit de lui qu'il est un *homo bibliothecus* : « C'était le soir. M^{me} Lugton nous envoyait coucher. Mais il faisait jour encore, très jour. Je n'avais nullement sommeil, je voulais profiter de tout ce temps exceptionnel. Alors je lisais. J'ai toujours lu. Je crois que depuis l'âge de cinq ans je n'ai jamais passé une journée sans ouvrir un livre (même à l'hôpital, même à l'armée). Quand je ne pourrai plus lire je mourrai²¹. »

Les imaginaires du livre et ses frontières

Les spécificités françaises du livre sont-elles bien spécifiques, ou leur affirmation, leur affichage participent-ils d'une posture aristocratique : voyez comme je suis spécifique, voyez comme je suis unique, voyez comme je suis beau... C'est ce qu'on pourrait croire, par exemple, en entendant l'éditeur Tony Cartano : « Il y a des best-sellers américains qui ne sont pas et ne seront jamais des best-sellers en France. Le marché français est probablement le plus singulier, le plus spécifique, le plus original du monde²². »

Je vais évoquer rapidement quelques-unes de ces spécificités – réelles ou supposées – je laisse de côté la place du livre à la télévision et dans les médias, qui fera l'objet de la deuxième table ronde.

Le dialogue éditeur-auteur

En France, l'agent littéraire est peu usité. Le dialogue est direct entre l'éditeur et l'auteur, ce qui fait naître cette comparaison sous la plume de

17. François de Singly, *Les Jeunes et la lecture*, Dossier Éducation et formations, n° 24, 1993.

18. *Les Rendez-vous de l'édition*, op. cit.

19. *Autobiographie d'un lecteur*, Pauvert, 2000.

20. *Les Mots*, Gallimard, 1964.

21. *Poésie*, Seuil, 2000.

22. *Les Rendez-vous de l'édition*, op. cit.

l'éditeur Olivier Nora : « Nous sommes des chasseurs, eux [aux USA] des agriculteurs disposant d'agents qui chassent pour eux²³. »

La place de la littérature étrangère

Depuis la guerre, tous les pays européens, sauf l'Angleterre, traduisent de plus en plus. L'éditrice Teresa Cremisi affirme que la « visibilité de la littérature étrangère en France » s'explique « parce que la littérature nationale y a été investie plus fortement et plus longtemps qu'ailleurs. Le grand écrivain est un personnage qui a beaucoup compté jusqu'à aujourd'hui²⁴ ». Le succès de certains écrivains étrangers, dit-on volontiers, est plus grand en France que dans leur propre pays. Chester Himes, dit-on, est plus connu en France qu'outre-Atlantique. Mais Christian Bourgois calme cet enthousiasme : « Burroughs et Allen Ginsberg sont devenus d'extraordinaires pop-stars à la fin de leur vie, mais en France ils sont lus par quelques centaines, quelques milliers de personnes, même quand je les ai publiés en 10/18. Je considère Antonio Lobo Antunes comme l'un des plus grands écrivains dans le monde en ce moment ; quelques milliers de personnes seulement s'intéressent à lui. La littérature, l'écrit en France est très extraordinairement sacralisé, mais tout cela ne concerne qu'une sorte de pellicule, une frange²⁵. »

Et puis il faut bien dire que ce sont surtout les auteurs ayant du succès à l'étranger qui en ont aussi en France : citons les inévitables Michael Crichton et Stephen King, mais aussi Barbara Cartland, Mary Higgins Clark, Ruth Rendell, et Helen Fielding et Harry Potter...

L'édition et le profit

Selon André Schiffrin, la logique éditoriale résiste mieux en France qu'en Angleterre ou aux États-Unis à la logique financière : « La différence majeure entre la France et les États-Unis ne tient pas aux chiffres. Elle tient à l'importance et à la qualité des livres publiés (...). La production française n'a pas changé de façon aussi marquée qu'aux États-Unis – et à un moindre degré en Angleterre – où un coup d'œil sur les catalogues suffit à déceler la recherche toujours plus évidente du profit²⁶. » Le nombre de nouveautés publiées chaque année en France (20 000) est moindre qu'en Grande-Bretagne et, évidemment aux États-Unis (70 000).

Le livre et la propriété collective

Aux USA, remarque Jean Hébrard, les professeurs d'université n'ont pas de bibliothèque personnelle mais travaillent avec les ressources des bibliothèques de leurs universités. La situation est inverse en France. Dans les pays anglo-saxons, le succès des bibliothèques publiques est incroyablement plus important qu'en France : 25 % d'utilisateurs en France, mais 40 % en Nouvelle-Zélande, 49 % en Finlande, 68 % en Grande-Bretagne...

Il faudrait aussi, sans doute, parler du prêt payant en bibliothèque en Europe où, dit Jean-Marie Borzeix, « la ligne de partage entre pays favorables au droit de prêt et pays le refusant suit à peu près la frontière entre catholicisme et protestantisme²⁷ ». Il faudrait aussi parler des réseaux de librairies, parler des prix littéraires, parler des livres électroniques... Mais il faudrait surtout

23. *Les Rendez-vous de l'édition*, op. cit.

24. « World Literature », *Le Débat*, n° 112, 2000.

25. *Les Rendez-vous de l'édition*, op. cit.

26. *L'Édition sans éditeurs*, La Fabrique, 1999.

27. *Le Débat*, n° 112, 2000.

(et ce sera ma conclusion) souligner et rendre hommage à cette porosité, cette curiosité qui font que des auteurs européens traversent les frontières et nous importent – comme, je l’espère (je le crois) des auteurs français traversent les frontières et importent aux lecteurs européens. De Salman Rushdie à Lobo Antunes, de Bronislaw Giermek à Carlo Ginzburg, de Norbert Elias à Habermas, de Soljenitsyne à Vaculik, de Pessoa à Theodore Zeldin, de Kundera à Tabucchi, de Vaclav Havel à Umberto Eco, notre admiration et notre dette sont immenses.

Et pour conclure cette conclusion, je laisse la parole à un auteur de partout et de nulle part, d’Europe et d’Amérique du Sud – vous aurez reconnu Borges : « J’ai grandi dans un jardin cerné d’un long mur et dans une bibliothèque contenant d’innombrables livres anglais (...). Plus de trente ans ont passé, la maison dans laquelle me furent révélées ces fictions a été démolie, mais j’aime à penser que je ne suis au fond jamais sorti de cette bibliothèque et de ce jardin²⁸. »

28. Cité par Cristina Grau, *Borges et l’architecture*, BPI, 1992.

Le désir du livre

1^{ère} rencontre-débat

Animation : Martine Poulain

- **Présentation**

Martine Poulain

- **L'exemple suédois**

Barbro Thomas

- **L'exemple britannique**

James Raven

- **L'exemple portugais**

Henrique Barreto Nunes

- **L'histoire du livre et sa place dans les imaginaires européens**

François Dupuigrenet Desroussilles

Présentation

Martine Poulain

Il est fort délicat de commencer une table ronde après une intervention qui marie l'intelligence à une telle élégance et qui est aussi près du sujet qu'elle traite, c'est-à-dire la force de l'imaginaire du livre auquel l'intervention d'Anne-Marie Bertrand est en soi un très bel hommage.

Nous allons peut-être adopter un autre rythme, celui de la table ronde, et je me contenterai d'introduire brièvement pour laisser la parole avant tout à nos invités étrangers et français que je remercie d'être venus. Je pense effectivement que l'Europe est encore à construire, même l'Europe du livre, à l'occasion bien sûr de rencontres dans des programmes européens, dans des conférences internationales ; mais c'est aussi tous les jours que nous avons à construire cette Europe du livre, de la culture du livre et de la lecture, par des échanges à la fois pragmatiques et intellectuels, alliant des réflexions plongeant dans le passé à des réflexions quant à notre aventure contemporaine. J'espère que cette table ronde en offrira une occasion. Quelques mots donc d'introduction avant de laisser très vite place à nos invités et à la discussion.

L'idée de cette table ronde est de poursuivre l'interrogation proposée par les organisateurs et d'essayer de comprendre ce qu'il en est aujourd'hui des pratiques du livre et du rapport à la lecture dans différents pays d'Europe. Mais surtout, il s'agit d'interroger la manière dont les imaginaires témoignant de la force symbolique du livre persistent ou non. Je crois qu'effectivement, aujourd'hui, l'interrogation essentielle concerne bien sûr les pratiques mais

elle se doit d'examiner la question de la force de la puissance symbolique du livre. Si les pratiques interrogent ou inquiètent le plus souvent, c'est effectivement peut-être moins parce que les structures ou l'offre de livre sont lacunaires que parce que l'on craint que la force symbolique de celui-ci soit moindre. Une des questions qui se pose est celle de l'effet d'une forme de démocratisation, du partage du livre sur sa force symbolique. Certains pensent, en effet, que le partage social plus grand du livre, sa disponibilité auprès de tous, le savoir lire et écrire, la prolongation de l'éducation ont entraîné une pratique de la lecture beaucoup mieux partagée, mais que cette démocratisation, ce plus grand partage social s'est accompagné d'un affaiblissement du pouvoir symbolique du livre. Une des questions qui se pose aujourd'hui dans beaucoup de pays – dans laquelle la concurrence par exemple des autres médias ou l'intervention des nouvelles technologies peut n'être considérée que comme une forme d'épiphénomène, une forme d'indice mais non en soi de cause –, réside dans ce paradoxe de notre modernité. Celle-ci ne s'accompagne pas mécaniquement des effets positifs que les générations en charge de politiques culturelles et éducatives précédentes avaient pu attendre de la progression de la maîtrise de la lecture et de l'offre de livres. Mais, bien entendu, un tel portrait est lapidaire et sans doute faudrait-il proposer un paysage plus nuancé, puisque la situation, au sein même par exemple de l'Union européenne, au sein même des différents pays d'Europe n'est pas la même. Encore faudrait-il parler de toute l'Europe

Martine Poulain est sociologue, directrice de Médiadix à l'université Paris X.

et pas nécessairement seulement de l'Union ; c'est fondamental aujourd'hui. Pour commenter ces différences, l'opposition souvent proposée entre Europe du Nord et Europe du Sud est-elle réelle ? Le tableau est en fait plus nuancé. Il faudrait s'interroger sur le poids des traditions religieuses, le protestantisme s'opposant au catholicisme – le protestantisme ayant eu, dit-on, un rapport plus individualisé au livre et le catholicisme obligeant les individus à une confrontation au texte toujours médiatisée par les clercs, les pouvoirs religieux de toutes sortes ou par les pouvoirs politiques. . . Cette explication est, on le sait, discutée par les historiens. Comment faut-il penser la différence dans les rapports au livre sans pour autant d'ailleurs donner une image qui serait par trop idyllique, ou par trop reconstruite du livre dans les pays « protestants » ? L'usage du livre ne peut pas être simplement instrumental et la conquête de population à la lecture passe forcément par une dimension autre, d'ordre symbolique. La question est donc : quelle est, aujourd'hui, la symbolique du livre dans les différents pays européens ?

Autour de la table sont réunis plusieurs intervenants, tous investis dans la recherche ou dans des politiques du livre et de la lecture : Barbro Thomas vient de Stockholm où elle a été très longtemps, jusqu'à une date extrêmement récente, directrice du Livre et de la Lecture au sein du ministère de la Culture suédois. Elle a été pour beaucoup dans le développement des politiques publiques et des bibliothèques publiques suédoises qui sont, il est vrai, encore un exemple pour beaucoup d'entre nous et elle est actuellement conseiller auprès de la

Bibliothèque royale et nationale du royaume de Suède. Barbro a toujours été – et elle est toujours – très investie dans l'IFLA, la Fédération internationale des associations de bibliothécaires, où elle a été longtemps présidente de la section sur la lecture publique.

James Raven enseigne l'histoire culturelle à l'université d'Oxford et également, de temps à autre, à Cambridge puisqu'il est directeur du *Cambridge Project for the Book Trust* dont il nous parlera s'il le souhaite. James Raven est aussi un historien reconnu du livre dont les dernières publications traitent de l'histoire du livre britannique aux XVIII^e et XIX^e siècles. Un de ses ouvrages de référence a été l'histoire du livre à Londres, *London Books and American Customers* ; il a publié récemment *Free Print Non Commercial Publishing since the XVIIth Century* ainsi que plusieurs articles dans un volume intitulé *De la circulation de la littérature populaire et de l'histoire de l'imprimerie*. Son propos s'intéressera à la place de l'histoire des mentalités dans le rapport au livre et évoquera également un certain nombre de questions contemporaines que tout bon historien s'autorise à traiter.

Henrique Barreto Nunes est portugais. Il est directeur de la bibliothèque publique de Braga et enseigne les sciences documentaires à l'école de bibliothéconomie de l'université de Porto. Il est également membre du Conseil supérieur des bibliothèques et auteur d'un ouvrage dont le titre français serait « De la bibliothèque au lecteur », réédité très récemment.

Enfin, François Dupuigrenet Desroussilles est conservateur général des bibliothèques françaises, directeur de l'ENSSIB, l'École nationale supérieure des sciences de l'infor-

mation et des bibliothèques, en charge donc de l'avenir de la formation des professionnels français. C'est aussi un historien du livre réputé, notamment sur la période des XVI^e et XVII^e siècles et, plus particulièrement sur la question de la Bible. Il est, par ailleurs, traducteur de l'italien et de l'anglais. Il pourra donc aborder d'un point de vue très général la question de l'histoire du livre et de la place du livre dans les imaginaires européens.

Tous nos intervenants ont eu la gentillesse de réfléchir à leur contribution à la fois dans leur propre langue et en français. Notre traductrice nous rendra compte de ce gentil mélange.

L'exemple suédois

Barbro Thomas

Je vais essayer de vous présenter la situation suédoise en ce qui concerne le livre et la lecture. En Suède, le niveau d'alphabétisation est relativement élevé, même si comme dans la plupart des pays industrialisés il existe un certain pourcentage d'analphabétisme fonctionnel, c'est-à-dire de personnes qui, malgré une formation de base, ne savent pratiquement pas lire. C'est une situation qui se retrouve dans de nombreux pays d'Europe. L'école obligatoire a été instituée en 1842 et, par la même occasion, on a réglementé les statuts du fonctionnement des bibliothèques municipales. Les bibliothèques publiques se fondent sur la longue et solide tradition éducative qui existe en Suède – ce qui n'est pas nécessairement la même chose qu'une tradition littéraire – et le niveau d'instruction générale a progressé peu à peu. La formation de base obligatoire est aujourd'hui fixée à une durée de neuf ans. Quasiment 100 % de la population reçoit une formation de second cycle, c'est-à-dire qu'aujourd'hui environ 90 % des jeunes passent le baccalauréat ou une sorte de baccalauréat. Par rapport à la génération née pendant la Seconde Guerre mondiale, c'est l'inverse : 90 % d'entre eux n'avaient pas passé le bac. Et les enquêtes menées régulièrement sur les pratiques culturelles nous montrent que six Suédois sur dix, de l'âge de 9 à 79 ans ont fréquenté une bibliothèque, les douze derniers mois. Une personne sur trois, de 9 à 79 ans lit des livres. On peut aussi indiquer que 30 % de la population adulte ne lit jamais ou presque jamais un livre et la part de non-lecteur progresse. Les bibliothèques publiques

sont les établissements culturels les plus répandus et les plus fréquentés du pays. Les 289 communes du pays disposent au total d'environ 1 400 unités de bibliothèques fixes et les bibliothèques publiques constituent le réseau le plus important pour la diffusion des livres de qualité. L'acquisition annuelle est d'environ 2 millions de volumes. Dans les années quatre-vingt-dix, on a prêté environ 80 millions de documents par an, c'est-à-dire neuf unités par habitant. Le nombre de visites augmente de 50 millions par an. Les bibliothèques publiques sont à la charge des autorités locales. En 1997, après trente ans sans législation, une loi sur les bibliothèques suédoises a été instaurée. La loi insiste sur le fait que pour promouvoir la lecture et la littérature, pour développer l'information, la formation et les actions culturelles, tous les citoyens doivent pouvoir avoir accès à une bibliothèque municipale. D'après les statistiques fournies par la Bibliothèque nationale, on publie environ 13 000 publications par an en Suède, dont environ 5 000 titres de littérature générale et il existe plus de 700 maisons d'édition. Une centaine d'entre elles réalisent la plupart des publications qui s'adressent au grand public. Cinq ou six maisons d'édition seulement concentrent la production de la plupart des livres. Il faut préciser que la TVA sur les livres en Suède est de 25 % – comme au Danemark – et que c'est le taux le plus élevé au monde. Nous n'en sommes pas fiers. Depuis 1970, le prix du livre est libre, ce qui a entraîné une restructuration du secteur de la librairie, essentiellement par une élimination des librairies dans les villes

Barbro Thomas est conseiller auprès de la Bibliothèque royale et nationale de Suède.
Pour une présentation plus complète, se référer à la présentation de Martine Poulain, p. 22.

qui en posséaient plus d'une. La situation s'est ensuite stabilisée et leur nombre a été assez constant pendant les années quatre-vingt-dix. Les éditeurs et les libraires veulent maintenir la liberté des prix mais ils mènent une lutte assez agressive contre la TVA.

Je voudrais aussi dire quelques mots sur la politique du gouvernement en matière de littérature. Il faut commencer par dire que maintenir une diversité éditoriale dans un pays de 8 millions d'habitants – un territoire linguistique assez restreint –, se heurte à certaines difficultés: le développement de l'industrie internationale des médias allant vers une concentration accrue des maisons d'édition et une commercialisation croissante constitue une menace, surtout pour des langues peu répandues comme le suédois. L'objectif de la politique de l'État, dans le domaine du livre, est de rendre accessibles à tous des ouvrages de qualité. Cela suppose une production large, diversifiée et de bonne qualité qui s'adresse à des lecteurs ayant des goûts et des besoins différents. Pour favoriser la qualité et la pluralité dans le secteur de l'édition, une aide à l'édition a été créée en 1975. Un système d'aide à la littérature a été établi afin de promouvoir la qualité et la variété des livres publiés. Afin de garantir aux lecteurs un choix plus large d'ouvrages de qualité, cette aide à la littérature prend la forme d'une subvention accordée individuellement à chaque titre soutenu et elle concerne en principe tous les domaines de la littérature dite « générale ». Il peut s'agir de romans écrits par des écrivains suédois, de littérature étrangère traduite en suédois, de romans, de littérature spécialisée, de livres pour enfants, de bandes dessinées, de livres en langue mino-

ritaire pour les immigrés, de littérature classique, d'ouvrages illustrés – par exemple, des livres d'art, de photographie, etc. Un budget de 27 millions de couronnes suédoises – environ 20 millions de francs français – est réparti chaque année entre 700 titres environ. La moyenne annuelle de publication est donc d'environ 13 000 titres dont 5 000 ouvrages de littérature générale. L'aide de l'État est attribuée après consultation de groupes de spécialistes – les conseillers nationaux pour les affaires culturelles. Le seul critère de sélection est la qualité. Depuis 1975, cette aide à la littérature a joué le rôle de stimulant et, effectivement, elle a abouti à la publication d'un grand choix d'ouvrages de qualité. Cependant, si ce système vient en aide à la production d'une littérature de qualité, on lui a reproché de ne pas aider à sa diffusion. De nombreux ouvrages subventionnés ne sont en effet pas disponibles dans les bibliothèques publiques des petites villes, et près de quatre-vingt municipalités ne possédant même pas une seule librairie, il va sans dire que le lecteur a souvent bien du mal à se procurer ces titres. C'est une des raisons pour lesquelles le ministre de la Culture, en 1997, a chargé une commission d'une enquête sur la situation actuelle de la littérature et de la lecture. Selon le rapport qu'elle a remis une proposition de loi sur la lecture a été votée par le Parlement. Cette décision spécifie qu'une aide supplémentaire sera apportée à la diffusion des titres déjà bénéficiaires d'un soutien à la publication. Depuis 1999, un exemplaire de chaque titre concerné est envoyé régulièrement à toutes les bibliothèques publiques, ce qui signifie qu'environ 200 000 exemplaires sont ainsi diffusés chaque année, pour

un coût estimé à 17 millions de couronnes suédoises. Ce système s'inspire plus ou moins du modèle norvégien mis en place dans les années soixante. Compte tenu du déclin des acquisitions dans les bibliothèques publiques dans les années quatre-vingt-dix, qui a tout particulièrement frappé les livres pour enfants, le ministre de la Culture a institué une allocation spécifique de 25 millions de couronnes suédoises destinées à l'acquisition des livres pour les enfants et pour la jeunesse. Pour bénéficier de cette bourse, la bibliothèque en question doit maintenir le même niveau d'acquisitions que l'année précédente. Le ministre de la Culture, comme une voiture de pompiers, est intervenu ici en situation d'urgence pour compenser les défauts des autorités locales.

Je voudrais conclure sur les différences culturelles qu'on peut trouver entre les différents pays représentés et indiquer quelle est la situation spécifique en Suède. Je vous ai exposé une politique dont l'objectif est de protéger et de préserver la littérature suédoise. Ce n'est pas un objectif impérialiste, au contraire. La situation est presque parfaite à quelques nuances près. Les bibliothèques publiques suédoises se sont bien développées. Elles enregistrent 50 millions de visites par an et 70 % de la population a utilisé une bibliothèque publique durant les douze derniers mois. Depuis une vingtaine d'années, chaque Suédois a emprunté neuf livres par an et le marché du livre fonctionne assez bien malgré le nombre limité de personnes qui parlent suédois.

Le soutien de l'État n'est pas seulement moral, mais aussi financier. Évidemment, le taux de TVA est de 25 % et je n'ai pas parlé des biblio-

thèques scolaires, plus ou moins inexistantes, mais il faut aussi confesser que l'intérêt pour le livre et la littérature est un phénomène assez nouveau. Il s'agit d'une évolution qui a été amorcée dans les années soixante. Il faut bien voir que la Suède est un cul de sac situé dans le nord de l'Europe où les hivers sont sombres et froids et le pays assez peu peuplé. Il y a aussi chez nous une tradition luthérienne, protestante et la notion de devoir est profondément ancrée : par tradition, il faut travailler, faire son devoir, le travail est une vertu et le plaisir un vice. Lire pour le plaisir n'est pas louable mais plutôt blâmable, car la lecture nuit au travail... Et pourtant il semble que dans les années soixante un changement de valeurs se soit amorcé. Jusqu'aux années cinquante, ce n'était pas du tout louable de lire ; maintenant, c'est l'inverse. Quelque chose s'est passé : le gouvernement a chargé une commission d'examiner la situation du livre et de la lecture et cette commission a présenté deux grandes lignes que l'État a mis en œuvre pendant les trente dernières années. Il s'agissait de promouvoir la lecture et de chercher de nouveaux publics pour que tout le monde puisse avoir accès à la lecture. On en est arrivé à une situation paradoxale : autrefois la lecture était associée à la culpabilité, aujourd'hui, c'est ne pas lire qui est coupable !

Martine Poulain : Bref tout est toujours affaire de culpabilité ! Il y aura beaucoup de questions à poser à Barbro, à la fois sur ses derniers propos et sur la question des aides à la publication en langue suédoise et sur les achats en 200 000 exemplaires pour les bibliothèques – certains frémiraient s'ils entendaient cela en France, particulièrement en

ce moment —, et sur l'absence du réseau de librairies. Là aussi, il y a un paradoxe puisque vous êtes un pays très lecteur et les pratiques de lecture de la population semblent s'ancrer dans les bibliothèques beaucoup plus fortement qu'en France par exemple, où la lecture reste avant tout une affaire privée. Ce rôle majeur des bibliothèques, au détriment des librairies par exemple, ne doit pas faire plaisir à tout le monde... Mais je laisse tout de suite la parole à James Raven pour un tableau de la situation britannique.

L'exemple britannique

James Raven

Je vous suis reconnaissant de me permettre d'aborder aujourd'hui un sujet aussi vaste. Mon exposé s'articulera autour de deux points. Premièrement, le continent, c'est-à-dire la matière physique même du livre, son processus de fabrication, son odeur, le toucher, les sensations qu'il provoque au toucher. Deuxièmement, les façons dont cette présence physique a été imaginée et représentée. Et enfin, pour illustrer le contraste entre ces deux facettes, je me concentrerai sur deux thèmes : tout d'abord, le caractère essentiellement individuel de l'expérience de la lecture telle qu'elle est vécue par chacun au moment présent, et deuxièmement notre sentiment de perte par rapport au livre du temps passé. Cette destruction matérielle du livre en reflète la fragilité.

Il convient de tenir compte de deux aspects : d'abord les caractéristiques physiques et matérielles de la production, de la circulation et de la réception du livre qui ont permis de maintenir et de préserver l'attrait qu'exerce le livre. Et deuxièmement – et c'est tout à fait distinct de la façon dont on a représenté la matérialité du livre, maintenant, et également ultérieurement – dans la mémoire cumulée. À bien des égards, ce deuxième aspect est le plus fascinant, et pourtant il est tributaire – et il est continuellement ravivé par les circonstances matérielles qui ne cessent d'évoluer –, de la réalité physique du livre. Le livre, bien sûr, n'est jamais stable, ne prend jamais exactement la même forme et la mémoire du livre, qui lui donne sa résonance à la fois économique et symbolique, n'est, elle non plus, jamais statique.

Je crois que dans mes propos je vais

me concentrer – et d'ailleurs je tâcherai de donner une perspective qui n'est pas strictement britannique mais inévitablement, la plupart de mes exemples seront anglo-centriques. Je me concentrerai sur deux des caractéristiques essentielles, et des plus énigmatiques, du lien qui existe entre la réalité bibliographique et l'imaginaire et qui contribue le plus à l'attrait et à la fascination constante qu'exerce le livre, ceci à la différence d'autres médias rivaux.

Tout d'abord le livre, en tant qu'appropriation de l'individualisme : c'est la personnalité même du livre qui est appropriée par la personne qui en est le détenteur, le propriétaire, par le lecteur individuel, d'où la défense passionnée du livre en tant qu'objet et de la lecture de livres – à la différence d'autres types de lecture – en tant qu'activité.

La deuxième caractéristique que je souhaite explorer aujourd'hui est presque le pendant de cette obsession de l'individualité physique, matérielle présente dans la lecture du livre ; c'est le sentiment de la perte, de ce qui est perdu, la valeur des livres, et surtout des collections littéraires, qui tient précisément à ce qu'ils sont fragiles et transitoires. La lecture de livres repose il me semble, de façon très importante, sur la mémoire des livres passés qui ont été lus. La perte est préservée en mémoire, de façon quasi subliminale car elle contribue à l'expérience de celui qui savoure aujourd'hui même la lecture du livre.

Tout d'abord, je parlerai de l'individualité du livre. Je crois que le paradigme ici, c'est le remplacement du livre manuscrit par le livre imprimé. Et ici le débat a surtout porté sur le fait qu'il y a eu substitution de livres

James Raven, Reader in Social and Cultural History, est enseignant à l'université d'Oxford et historien du livre.

Pour une présentation plus complète, se référer à la présentation de Martine Poulain, p. 22.

qui avaient été patiemment recopiés, par des livres qui sont issus de la reproduction en masse. De ce fait, par exemple, le lecteur se trouvant à Paris peut lire exactement la même édition qui est imprimée, avec exactement les mêmes caractères, que le lecteur se trouvant à Stockholm, à Lisbonne ou à Pise. D'après ceux qui adhèrent à cette perspective, disons de déterminisme technologique, l'impression du livre établit un canon qui est partagé à travers le temps et l'espace, un savoir qui se fonde sur la production de masse et la circulation de masse. Et pourtant, cette rupture, qui remonte à 1450, est tout à fait illusoire, tout comme la deuxième rupture, celle qui est issue de l'introduction des machines à imprimer à vapeur, me semble illusoire.

Ici, je vais m'inspirer de Michel de Certeau qui parlait, lui, de la réinvention du texte à chaque nouvelle lecture – chaque fois qu'on lit un livre, on le réinvente, on le recrée d'une certaine façon et c'est pour cela qu'on peut dire qu'il s'agit d'une activité. La lecture est une activité multi-variée qui se fonde sur des capacités différentes, des circonstances et des motivations différentes quel que soit d'ailleurs le caractère monolithique de la production en masse ou même, ou plutôt à cause de ce caractère monolithique.

Je propose donc l'individualité de l'expérience qui repose sur le toucher, le côté tactile du livre et sur ses métamorphoses physiques au cours des siècles et qui donc entraîne différentes façons de lire le texte. Et puis, il y a la question du conditionnement, c'est-à-dire la présentation du livre, la façon dont on retrouve des notes en bas de page, le recours aux tables des matières, le rapport des textes à l'image, les altérations qui sont subtiles et étranges

à la familiarité de la typographie qui est utilisée. Tout ceci sert à construire un livre qui se distingue, se différencie de la microfiche ou du texte électronique ou de l'hyperespace que l'on peut manipuler sans cesse.

Et c'est de là que l'on peut tirer la « posturologie » de la lecture, et c'est en cela qu'elle est individuelle, c'est-à-dire qu'il existe de nombreuses façons d'aborder la page, la page qui est transportable. On peut la lire debout derrière son bureau, la lire dans une bibliothèque ou dans un wagon de chemin de fer ou même aux WC. Je crois donc qu'au cours des siècles, on peut trouver de nombreux exemples de cette « transportabilité » matérielle qui font que l'expérience de la lecture est essentiellement individuelle.

Ce qui me paraît essentiel toutefois ici, c'est l'interaction entre l'expérience individuelle, l'expérience privée de la lecture et le cadre de la collectivité dans lequel cela s'inscrit. Et l'un renforce l'autre. Il est clair qu'on pourrait donner ici de nombreux exemples. On a parlé de l'aspect religieux de cette question, mais si l'on prend l'égoïsme que l'on associe au protestantisme, à la religion protestante – c'est-à-dire aux gens du Livre –, la lecture individuelle du mot, de la parole, et l'obligation de lire, même si c'est de façon encadrée, de façon sélective, est sanctionnée par la collectivité et le processus de lecture est sanctifié au point que, comme l'historien britannique, David Cressy, l'a bien montré, le Livre en devient totalement totémique. À telle enseigne, il est mis en exergue. Il est montré dans les églises. On le préfère sur un coussin ; il devient le symbole de la collectivité et le symbole de la foi.

C'est peut-être ce qui est en train de se produire aujourd'hui, ce jeu

entre ce qui est privé et ce qui est public, dans notre façon d'absorber, d'assimiler le livre et la quasi révolution livresque, ceci en dépit de l'âge télévisuel, cinématographique, téléphonique, électronique, dans lequel nous vivons. Nous nous emparons, par exemple, d'un livre qui a fait l'objet d'une campagne de promotion considérable, d'un livre que tout le monde est en train de lire et, pourtant, nous sommes complètement fascinés et séduits par l'idée que c'est nous qui nous en emparons quand nous le lisons nous-mêmes. C'est une expérience individuelle qui nous permet à nous-mêmes, lecteurs, de réinventer le texte, voire même d'en débattre, et ceci est très différent du traitement que peuvent en faire les autres médias. C'est une expérience qui est différenciée et qui, une fois de plus, repose sur le côté tactile, le toucher, la différence physique et matérielle que représente le livre, le fait qu'on peut le transporter, qu'il y a une résonance culturelle et une longue histoire, une longue tradition de lecture dans les sociétés et dans les conditions qui nous semblent proches de nous-mêmes. C'est ce que j'appelle la pluralité culturelle du livre, le fait qu'il évoque des modalités culturelles très différentes, de sentiments, d'affectivité, de compréhension et même de mémoire.

Et ceci m'amène à la dernière partie de ma présentation, ce thème de la mémoire, et tout naturellement à l'idée de la perte, à ce que nous avons perdu et à ce que, de manière subliminale, nous nous remémorons quant à tout ce qui a été perdu du livre. Ceci peut prendre des formes très brutales : par exemple, de façon tout à fait contemporaine en Europe aujourd'hui. Il suffit d'évoquer ce qui s'est passé à Bucarest, il y a peu de temps, ce qui s'est passé à Sarajevo, en

1992, ou ce qui se passe actuellement à Burma ou au Tibet. Il s'agit de destruction, au sens littéral, de collections littéraires. Cela m'amène aussi à la mise hors service de collections entières, et c'est toute la fureur qui a été provoquée par une certaine décision de la British Library, la bibliothèque nationale, de se débarrasser de collections, que ce soit des livres, des journaux, des quotidiens, et qui fait crier à la perte de traditions littéraires. Je ne pense pas qu'il faille sous-estimer le pouvoir ou la puissance de ces images, que ce soit chez nous ou à l'étranger. Par exemple, la British Library n'est pas uniquement une collection de livres mais un symbole extrêmement puissant qui sert plusieurs fonctions, non pas seulement de collections littéraires, de collection d'ouvrages littéraires, mais également de collections de représentation du pouvoir. Et la destruction de la bibliothèque de Sarajevo, lorsque les artilleurs serbes ont pris pour cible ce qui était en gros l'héritage culturel et littéraire des musulmans de Bosnie, en mai 1992, demeure à ce jour un symbole extraordinaire de destruction culturelle. Certaines images sont extrêmement provocatrices, extrêmement percutantes : par exemple celle de livres auxquels on a mis le feu, qui brûlent, les images photographiques des livres de la tradition juive qui ont été mis à feu ou toute la controverse qui a été suscitée par le monument de Rachell Whiteread – monument en l'honneur des Juifs viennois construit dans la forme d'une bibliothèque –, et tout un cortège de sculptures, d'œuvres artistiques consacrées à la destruction du livre ou au livre détruit.

Et j'aimerais citer le libraire de la librairie nationale de Sarajevo, Marl Barkhasih, qui dit – et je le cite : « De par la ville, des feuilles de papier en

flamme, de fragiles feuilles de cendres grises descendaient lentement comme une neige noircie. En attrapant une page, on pouvait en ressentir la chaleur et, pendant un certain moment, un moment éphémère, on pouvait en lire un fragment de texte, une espèce de négatif étrange en noir et gris, jusqu'à ce que la chaleur se dissipe, jusqu'à ce que la page se transforme en poussière dans la main qui l'avait attrapée. »

Pour conclure mes commentaires sur cette dualité, je dirais que c'est le fait de renouer avec cette expérience individuelle qui fait l'objet d'un certain culte, lorsque nous nous livrons à l'acte de lecture, et plus on procède à la reproduction en masse des livres plus on accorde d'importance à l'individualité et au caractère unique et singulier de ce que nous faisons avec le livre. Et c'est vrai que plus on insiste sur l'importance de la lecture aujourd'hui, c'est-à-dire la lecture du texte ici et maintenant dans le présent, plus on est fasciné par la notion de ce qui a été perdu, c'est-à-dire la fragilité des pages.

Martine Poulain : Voilà une contribution qui susciterait beaucoup de questions puisque, effectivement, on peut vous suivre sur la question de l'importance de la matérialité du livre et voir avec effroi certaines bibliothèques estimer qu'un support en égale un autre et qu'il n'est pas utile de garder les supports qui ont accueilli les textes pendant une éternité. Or, un texte ne consiste pas seulement en mots mais s'inscrit dans une matérialité, un support qui l'a abrité et a forgé des générations entières d'auteurs et de lecteurs. C'est effrayant de voir un soi-disant modernisme aussi ravageur et aussi stupide être adopté par certaines grandes bibliothèques. Mais votre propos n'est pas un affichage de nostalgie, mais

sans doute une invite à retrouver les conditions d'une appropriation singulière, individuelle de la lecture. Votre propos invalide certaines tentatives de rénovation pédagogique portées par les écoles dans les années soixante-dix qui refusaient d'un certain point de vue le livre et son histoire et voulaient proposer un texte moderne. Je suppose que la volonté qui a pu s'exprimer à travers des conceptions qui pensaient qu'il fallait abandonner Racine et parler de ce qui se passe dans la vie contemporaine subit aussi vos foudres. On aura peut-être l'occasion d'y revenir.

La parole est à Henrique Barreto Nunes qui va parler de la tradition du rapport au livre au Portugal et des tentatives contemporaines pour encourager un rapport fort, singulier et communautaire au livre dans un pays dont l'histoire politique a été difficile au ^{XX}^e siècle. Quand on sait que l'histoire du livre n'est pas indépendante de l'histoire politique des pays et qu'on voit que vous portez sur le revers de votre veste un hommage au 25 avril et à la Révolution des Œillets, je suppose que vous nous direz si le livre a bénéficié de la chute de la dictature...

L'exemple portugais

Henrique Barreto Nunes

Tous les ans, périodiquement, les journaux portugais titrent : « Un pays qui ne lit pas », « Les Portugais n'aiment-ils pas les livres ? », « La moitié des Portugais ne lit pas de livres », « Les Portugais lisent peu », etc. En septembre dernier, la situation s'est, une fois de plus, répétée lors de la divulgation des résultats du sondage sur les habitudes de lecture que l'APEL (Association portugaise des éditeurs et libraires) réalise annuellement : seuls 45 % des Portugais lisent des livres et seuls 47 % d'entre eux en lisaient un lorsqu'ils ont été interrogés. Au fil de ces dernières années, ces données se répètent, bien qu'avec de légères oscillations, symptômes d'une réalité considérée par beaucoup comme préoccupante, voire même dramatique, sans oublier néanmoins que 82 % des personnes interrogées lisent des journaux et des revues.

Avant d'analyser ces signes, nous essayerons de trouver les principales causes, quelque part communes à divers pays de l'Europe du Sud – dont certaines très lointaines –, qui ont engendré cette situation.

Le premier livre fait au Portugal a été imprimé en 1487, en caractères hébraïques (le premier en langue portugaise l'a été par un imprimeur allemand deux ans plus tard). L'imprimerie a donc été introduite au Portugal environ trente-cinq ans après la première Bible de Gutenberg. Nous rappelons, à ce propos, que les premiers livres imprimés sont apparus en Italie et en France vers 1470, en Espagne en 1472, dans l'actuelle Belgique en 1473, en Angleterre en 1476 et au Danemark en 1482...

Nous savons que cent dix villes européennes possédaient, en 1480, un atelier typographique, cela bien avant que le livre n'arrive au Portugal. Peut-être pourrions-nous trouver là une première explication à la situation portugaise, dont l'activité typographique, à partir de 1536, souffre de sévères restrictions, dues à l'instauration de la censure, à l'ombre de l'Inquisition, ce qui se reflète également sur l'importation de livres.

Cependant, c'est dans la question de l'enseignement, et plus particulièrement de l'analphabétisme, que nous devons trouver l'explication première au retard portugais en matière de lecture et de production, de circulation et d'accès au livre. L'enseignement des premières lettres était, au Moyen Âge, centralisé dans les institutions religieuses, plus spécifiquement dans les monastères. Mais, tandis que dans les pays de l'Europe du Nord, en raison de la Réforme protestante, l'apprentissage de la lecture est devenu, à partir du XVI^e siècle, une nécessité, au Portugal, qui n'a pas connu la Réforme, les premières et rarissimes écoles publiques ne sont apparues qu'en 1772. Et ce n'est qu'après la révolution libérale, dans la première moitié du XIX^e siècle, que la liberté d'enseignement et l'instruction primaire gratuite ont été réglementées, bien que le contenu de cette législation n'ait pas eu une concrétisation pratique significative. Il ne faut donc point s'étonner qu'en 1878, 83 % de la population portugaise soit analphabète et que ce ne soit que très progressivement que le taux d'analphabétisme ait diminué : 74 % en 1900 ; 66 % en 1920, dix ans après

Henrique Barreto Nunes est directeur de la bibliothèque publique de Braga au Portugal et enseignant à l'université de Porto. Il est également membre du Conseil supérieur des bibliothèques. Pour une présentation plus complète, se référer à la présentation de Martine Poulain, p. 22.

la proclamation de la République qui, depuis ses débuts, s'était proposée de corriger ce déficit, ce pourcentage étant, à l'époque, le plus élevé d'Europe. En 1940, alors que le régime fasciste était déjà bien en place, pour la première fois dans son histoire, la moitié de la population portugaise savait lire, écrire et compter. Toutefois, en 1950, trois millions de Portugais étaient encore analphabètes (40 % de la population), ce qui, en 1952, a motivé le lancement d'une campagne nationale d'éducation d'adultes. À la bonne manière de Salazar, dans le préambule du diplôme légal qu'il a lancé, on cherchait à justifier l'analphabétisme par des circonstances de diverses natures, mais dont la plus profonde raison d'être réside dans le fait que « notre peuple, par sa richesse intuitive, par les conditions de son existence et de son activité, ne ressent pas la nécessité de savoir lire »...

Ce n'est qu'à partir de 1960, quand le taux d'analphabétisme frôle les 34 %, que l'on peut affirmer que la scolarité basique commence à être intégralement accomplie, ce qui se concrétise après la Révolution des Œillets (le 25 avril 1974) alors qu'il y avait encore 26 % d'analphabètes au Portugal. À l'heure actuelle, il existerait encore près d'un million de Portugais qui ne savent ni lire ni écrire (10 %) mais, étant donné leur âge, c'est un problème qui ne peut se résoudre qu'au cimetière...

L'enseignement au lycée, créé en 1836, s'est développé très lentement, bien qu'aujourd'hui la situation soit stable, comparée à celles des autres pays européens. En ce qui concerne l'université, il suffit de rappeler qu'en 1960 elle était fréquentée par une élite (24 000 étudiants), en 1974 par 48 000 étudiants (il n'existait que trois universités publiques) et qu'au-

jourd'hui, grâce à la prolifération des universités privées, près de 300 000 Portugais fréquentent l'enseignement supérieur.

Mis en rapport, comme il est évident, avec les éléments statistiques cités précédemment, le panorama des bibliothèques au Portugal a été, jusqu'à très récemment, assez sombre. Avant le XIX^e siècle, il existait quelques bibliothèques importantes dans des couvents, des monastères et à l'université de Coïmbra. La première bibliothèque publique, située à l'origine dans la Bibliothèque nationale, a été fondée à Lisbonne en 1796. Après le triomphe des libéraux, en 1834, quelques bibliothèques publiques, destinées à recueillir les librairies des ordres religieux éteints (incorporations révolutionnaires), furent créées dans les chefs-lieux, ce qui se vérifia à nouveau en 1910, avec la République. En 1870, une législation relative à la création de bibliothèques populaires est promulguée, sans grands résultats – le même cas de figure se vérifiant après la proclamation de la République quand on cherche à organiser des bibliothèques municipales. À noter qu'à cette époque il a existé une quantité non négligeable de « cabinets de lecture », introduits à Lisbonne par des libraires français dans la première moitié du XIX^e siècle, ainsi que diverses bibliothèques d'associations de classe, culturelles ou civiques qui cherchaient à répondre aux besoins de lecture et d'information d'une partie des 20 % de la population alphabétisée.

Le régime fasciste (1926-1974) n'a accordé aucune attention aux bibliothèques, qui n'existaient pas dans la majeure partie des municipalités portugaises, tandis que le *Manifeste de l'Unesco pour les bibliothèques*

publiques (versions de 1947 et 1972) était réduit au silence. Dans ce contexte il ne faut pas oublier que la police politique poursuivait de manière implacable les écrivains et les intellectuels et qu'une censure féroce empêcha l'édition ou la circulation de plus d'un millier d'ouvrages. Les livres, peu accessibles au public, étaient parfois une arme, parfois un objet de désir, dont la possession pouvait être compromettante ou motif d'orgueil. Pour compenser, après le 25 avril 1974, on publia peut-être des milliers de titres jusqu'alors interdits – de la politique à la pornographie – et des dizaines et dizaines d'originaux cachés par crainte sortirent des tiroirs. Mais, ce n'est que dix ans après la Révolution du 25 avril que l'on a vérifié, pour la première fois dans l'histoire portugaise, une volonté déclarée de développer une politique nationale de lecture publique à travers la création d'un réseau de bibliothèques qui avait comme objectif de desservir tout le pays par le biais des bibliothèques municipales.

Je ne vais pas décrire, par manque manifeste de temps, la façon dont s'est créé et développé ce qui est aujourd'hui appelé Réseau de bibliothèques publiques qui, inspiré au départ par l'exemple français et respectant les principes définis dans le *Manifeste de l'Unesco*, a provoqué une révolution tranquille qui nous permet de présenter actuellement quatre-vingt-cinq bibliothèques publiques municipales modernes et attractives, disposant de nouvelles technologies d'information et de communication, en parfait état de fonctionnement, tandis que cent trois autres se trouvent à divers stades de construction. Cela signifie que 60 % des municipalités portugaises ont déjà

promu la construction de bibliothèques (certaines avec des annexes et/ou des bibliobus), en espérant que la totalité du pays soit desservie par ce réseau à partir de 2004, en accord avec les intentions du ministère de la Culture. De même, en 1997, une politique de création d'un Réseau de bibliothèques scolaires a finalement été définie entre le ministère de l'Éducation et celui de la Culture. Ce réseau colmatara une terrible lacune depuis toujours présente dans le système d'enseignement portugais.

Comptant sur le soutien des bibliothèques municipales des localités où elles ont déjà commencé à être installées, les bibliothèques scolaires, considérées comme centres de ressources basiques du processus éducatif, auront un rôle central dans des domaines tels que : l'apprentissage de la lecture, la « littéracie », la création et le développement du plaisir de lire et dans l'acquisition d'habitudes de lecture, les compétences d'information et l'approfondissement de la culture civique, scientifique, technologique et artistique. La création des infrastructures et équipements auxquels je viens de me référer cherche à combattre (mais sans le résoudre encore) le problème des habitudes de lecture et d'achat de livres des Portugais, dont le nombre, comme nous l'avons vu, est très peu élevé. Les raisons antérieurement évoquées expliquent, d'une certaine façon, le rôle peu significatif que la famille joue dans l'acquisition ou la consolidation des habitudes de lecture chez les enfants – dans la plupart des foyers il n'y a pas de livres et la lecture n'est pas une pratique quotidienne –, et nous savons à quel point cela est important dans la formation des lecteurs. Ces mêmes rai-

sons sont également à l'origine d'une autre situation inquiétante qui est celle de l'illettrisme. Ce n'est que depuis peu d'années (en 1995) que le Portugal a officiellement admis l'existence de cette réalité alarmante, confirmée récemment par les résultats d'un sondage de l'OCDE, qui révèle, qu'au Portugal, environ 80 % de la population a de grosses difficultés à lire et à analyser un texte écrit.

En tenant compte de tous ces éléments, analysons maintenant l'activité éditoriale au Portugal.

En 1998, 9 196 titres ont été édités avec un tirage global de près de 25 millions d'exemplaires et un tirage moyen de 2 708. Si l'on compare ces chiffres à ceux de 1986 (la première année pour laquelle nous disposons de données fiables), nous vérifions qu'il y a eu une augmentation de 6 494 titres. Par contre, le tirage moyen des livres édités a considérablement baissé: 3 800 exemplaires en moins par rapport à cette année-là, soit 10 % de moins qu'en 1997. Telle a été la constante de l'activité éditoriale portugaise des douze dernières années: augmentation des titres édités, diminution des tirages, avec toujours une énorme difficulté à expliquer ce phénomène.

En compensation, le nombre d'utilisateurs de bibliothèques, d'après les données de l'Institut national de statistique a, en 1998, augmenté de près d'un demi-million et les recherches bibliographiques ont doublé, les bibliothèques publiques étant celles qui ont montré le plus grand taux de fréquentation et d'utilisation. Malgré ces chiffres, dont certains sont perturbateurs et d'autres contradictoires, malgré l'omniprésence du multimédia et l'irrésistible séduction des nouveaux supports d'in-

formation, c'est pour les raisons exposées ci-dessous que j'envisage, avec un optimisme modéré, le futur du livre au Portugal:

- la consolidation du système éducatif;
- la création d'un réseau de bibliothèques scolaires;
- le rôle fondamental que le Réseau de bibliothèques publiques joue actuellement, une augmentation considérable de son influence étant à prévoir au fur et à mesure qu'il desservira le pays;
- l'activité persistante, désormais dans de nouveaux modèles, du réseau de bibliothèques de la Fondation C. Gulbenkian, créée en 1958;
- la constatation, à partir des données statistiques, que le plus grand nombre de lecteurs se situe entre 15 et 19 ans;
- le fait que l'édition pour les enfants et les jeunes occupe le deuxième rang du nombre de titres publiés par catégorie, ayant augmenté considérablement le volume de ventes (plus de 100 %) ces dernières années;
- le fait que parmi les lecteurs déclarés, 84 % le fassent par goût;
- la disparition prévisible de l'analphabétisme (malgré les problèmes soulevés par l'évidente constatation de l'illettrisme).

Jamais, nous n'avons autant entendu parler de livres au Portugal, comme ces deux dernières années, et cela pour diverses raisons:

- le combat pour le livre, résultant de l'activité permanente, constante des bibliothèques publiques, notamment avec les actions culturelles qu'elles promeuvent (rencontres avec des écrivains, présentation de nouveaux livres, lectures publiques, récitals de poésie, expositions);
- la conquête du prix Nobel par José Saramago, qui a réussi à rendre toute une nation fière de son écrivain,

avec des effets considérables sur le volume de vente de ses livres ;

- le succès de la représentation portugaise à la Foire du livre de Francfort et au Salon du livre à Paris et les effets médiatiques en découlant ;
- la proclamation de l'an 2000 comme Année nationale du livre et de la lecture, avec des initiatives dans divers domaines ;
- les commémorations régulières de la Journée mondiale du livre (23 avril) et de la Journée internationale du livre pour enfants et adolescents (2 avril), qui mobilisent tout le pays, à travers de nombreuses initiatives promues par l'Institut portugais du livre et des bibliothèques, par les réseaux de bibliothèques publiques et scolaires, par les associations d'écrivains, de bibliothécaires, de professeurs, etc. ;
- la récente réalisation du premier Salon du livre à Lisbonne, ayant comme invitée la France ;
- les campagnes de promotion du livre et de la lecture, réalisées par l'IPLB et d'autres institutions culturelles ;
- la multiplication de la réalisation de foires du livre et de foires du livre d'occasion dans tout le pays ;
- l'institution de divers prix littéraires, ayant comme conséquence la publication des livres vainqueurs ;
- la modernisation de quelques anciennes librairies et l'installation de nouvelles, surtout dans les principaux centres urbains, d'où le succès de la FNAC, avec déjà quatre magasins ouverts au Portugal ;
- l'apparition de plusieurs librairies portugaises *on-line* sur Internet ;
- l'importance que la communication sociale commence à attribuer à toutes ces manifestations autour du livre.

Toutefois, dans ce contexte, il est important que les bibliothèques investissent plus dans leurs collections

de livres, vu que leurs acquisitions jouent un rôle essentiel dans la manutention d'une pratique continue de la lecture, dans l'encouragement de l'industrie et de la commercialisation du livre et dans la conquête de niveaux d'alphabétisation plus élevés. De toute façon, même si le Portugal a défini une politique nationale de bibliothèques – ce qui se reflète dans la valorisation du livre –, il est encore loin des moyennes européennes où il semble que l'on entrevoit, également, quelques signes inquiétants de la crise du livre, voire même de sa mort. C'est pour cela que l'on attend de voir surgir, au sein de la Communauté européenne, de nouvelles politiques globales, notamment dans le domaine de l'éducation, de l'enseignement et dans les réseaux de bibliothèques, qui auront nécessairement des incidences extrêmement positives dans l'univers du livre.

Pour ma génération, le livre, tel que nous le connaissons, l'utilisons et l'aimons est un symbole de liberté, de solidarité et de paix – et la lecture un droit fondamental. Malgré les mutations qu'il subit, nous n'arrivons pas à concevoir un monde sans livre, parce que nous ne voulons pas perdre la liberté, à présent menacée avec perversité par les effets encore imprévisibles de la mondialisation.

Martine Poulain : Merci beaucoup pour ce tour d'horizon de la situation du livre, de l'édition et des lecteurs au Portugal qui lui aussi ne manque pas de poser des questions. Je n'imaginais pas, par exemple, que l'effet Saramago avait été aussi fort non pas seulement sur les ventes ou sur les tirages mais, comme vous avez l'air de le dire, sur la lecture elle-même. Tous les prix Nobel n'ont pas, semble-t-il, cet effet-là sur toutes

les populations notamment lorsque le prix Nobel est un écrivain « d'avant-garde » (Claude Simon) ou quasi inconnu.

Je laisse la parole à François Dupuigrenet Desroussilles, que je voudrais tout spécialement remercier d'avoir accepté de remplacer au pied levé Armando Petrucci, souffrant, qui n'a pu nous rejoindre à Paris. Merci à vous de l'apport que vous allez à nouveau fournir à ce débat sur les questions d'imaginaire du livre puisque, par votre parcours, vous vous êtes intéressés, vous aussi, à plusieurs époques et à plusieurs pays de cette dite Europe.

L'histoire du livre et sa place dans les imaginaires européens

François Dupuigrenet Desroussilles

Par la disposition géographique, je suis du côté de l'Europe du Sud mais mon propos tentera d'être général. Évidemment, c'est difficile de chausser les bottes d'Armando Petrucci... Je voudrais d'abord faire deux remarques générales sur cette symbolique du livre. Je n'oublie pas que je suis médiéviste de formation. Dans les étymologies médiévales, imaginaires, bien sûr, non scientifiques mais très fortes, le livre, c'est deux choses : *liber*, d'un côté, un objet qui est lié au végétal. *Liber*, l'aubier, la partie centrale de l'arbre, c'est ce qui est le plus pur dans l'ordre de la création, plus pur que l'animal et plus pur surtout que le minéral qui est de l'ordre du mort. Donc, le livre, c'est surtout la pureté. Et deuxièmement, *liber* – je fais écho aussi à beaucoup de choses qui ont été dites, toujours dans l'étymologie médiévale –, c'est évidemment l'adjectif qui désigne ce qui est libre, libre de deux façons. D'abord, libre du péché. On retrouve la pureté évoquée à propos du végétal mais aussi et c'est la première des ambiguïtés qu'on retrouve toujours dans la symbolique et l'imaginaire du livre, libre au sens de libertin, de libre excessif puisque dans le latin médiéval, *liber* ne désigne pas du tout un statut juridique. Ce serait plutôt *ingenuus* que l'on emploierait dans ce sens. Donc, selon la tradition médiévale, le livre au sens à la fois de ce qu'il y a de plus pur et de plus ambigu, la liberté dans ces deux sens.

Deuxième remarque, si l'on prend en compte l'histoire longue du livre et, en particulier, sa matrice dans nos pays chrétiens, le livre est ambigu parce qu'il représente l'image même de la connaissance d'origine divine. C'est le thème du livre d'or dont les instances ont été

déclinées depuis les plus fortes, lorsque le livre d'or est la Bible elle-même, jusqu'à des avatars beaucoup plus récents, puisque j'ai lu dans mon enfance beaucoup de *Petits livres d'or*. Le livre rayonne. Il est par lui-même connaissance.

Mais dans la tradition longue de matrice chrétienne du livre symbolique, le livre est aussi vanité. Nous avons, dans les représentations figurées du livre auxquelles je vais faire un sort dans un instant, une constante qui est la tradition du livre associé aux figures de la vanité : la chandelle qui s'éteint et qui fume, le sablier, la tête de mort... Cela pour dire que nous nous situons dans une symbolique du livre essentiellement ambiguë et dont je voudrais essayer de dessiner trois figures, en vous priant d'excuser le caractère un peu improvisé de mes propos car, comme Martine Poulain l'a expliqué, c'est un peu au débotté que j'interviens ici.

Trois figures, lesquelles ? La première, ce sont les représentations figurées du livre. Le deuxième aspect, pour mesurer, pour essayer de jauger cet intérêt pour le livre qui nous rassemble, c'est la question du livre légitime. Quelle est la figure fondamentale actuellement, et en pensant plus au cas français, de ce que doit être un livre ? En troisième aspect, j'essayerais d'évoquer rapidement la confiance que l'on peut avoir dans le livre qui me paraît pouvoir servir, là également, de fil rouge à travers son histoire longue et qui, aujourd'hui en tout cas, fait question.

En faisant appel aux souvenirs de chacun, puisque nous sommes dans un lieu qui est un magnifique musée d'art moderne, mais dans une boîte

François Dupuigrenet Desroussilles est conservateur général des bibliothèques françaises, directeur de l'ENSSIB (École nationale supérieure des sciences de l'information et des bibliothèques). Pour une présentation plus complète, se référer à la présentation de Martine Poulain, p. 22.

noire, donc sur cette boîte noire, essayons de projeter quelques images. Si nous pensons à l'histoire longue des représentations du livre, l'époque médiévale en est pleine. Que ce soit dans l'ordre du manuscrit, que ce soit dans la sculpture, que ce soit dans la peinture elle-même, nombre de personnages sont associés au livre de plusieurs façons. Anne-Marie Bertrand a tout à l'heure cité la très belle phrase de Jacques Roubeau « lorsque je ne lirai plus, c'est que je serai mort ». La statuaire médiévale nous offre de très nombreux exemples de gisants tenant un livre entre les mains qui, au contraire, l'emportent dans un au-delà de la mort. La période moderne, *Early Modern* comme on dit en anglais, nous apporte elle aussi de très nombreuses représentations du livre. Pensons à ces si nombreux portraits de Bronzino, par exemple ou, en général, aux peintres de la renaissance italienne qui représentent de jeunes courtisans tenant à la place d'un gant un livre entre les mains. C'est ce qui fait tenir tout le tableau et, très souvent ce livre est un petit Alde, donc un des livres symboles de la diffusion européenne d'un certain type d'imprimé très particulier qui se trouve soutenir le portrait tout entier du courtisan.

Deuxième représentation, toujours pour cette période moderne de l'époque de l'imprimé, pensons au tableau de Velasquez avec le nain Diego de Hacedo, qui tient, avec du mal d'ailleurs, un immense livre qui semble prêt à l'écraser de sa masse. Et ici, nous voyons combien, très rapidement, on peut interpréter ce tableau, à l'inverse du courtisan de Bronzino qui est soutenu par le livre, comme une figure du lecteur écrasé ou potentiellement écrasé par la masse énorme du livre produit au cours des XVI^e et du XVII^e siècles ; ce

livre qui envahit les bibliothèques de l'Europe. Et puis, troisième figure à laquelle nous pouvons songer, l'impressionnisme, ces tableaux, ces portraits si fréquents autour de Degas, de Renoir, qui représentent au contraire des moments de lecture – féminine en général – apaisés et individuels. Tout cela, au fond, est une tradition, on ne peut pas dire de l'omniprésence mais en tout cas de la présence constante du livre à travers une longue partie de notre histoire graphique.

Dans notre XX^e siècle, au contraire, les figures de la représentation du livre pour l'essentiel sont des figures du livre brisé, du livre éclaté. Pensons, évidemment, à Picasso, à toute la tradition du collage. Aujourd'hui, en ce début du XXI^e siècle, dans l'art vivant d'aujourd'hui, le livre a-t-il une place ?

Il a une place résiduelle effectivement, dans le portrait officiel. Songeons, en France en particulier, à la nécessité qu'il y a pour un portrait officiel de chef d'État à présenter en arrière-plan du portrait lui-même, une bibliothèque bien fournie de livres identifiés comme tels. En revanche, dans l'œuvre des artistes d'aujourd'hui, le livre en tant que livre imprimé, le livre en tant que *Codex*, le livre en tant que symbole de cette unité du savoir qu'il a représenté pendant tant de siècles, est absent. D'autres figures s'en dessinent, des figures tout à fait différentes mais qui nous introduisent à la figure du livre sur nouveaux supports. Je pense à toute l'œuvre des artistes qu'on appelle parfois les *Modern Light Artists* et qui utilisent les cristaux liquides pour faire des journaux imaginaires : Fred Forest, par exemple, avec sa *Bible des sables*. La communauté qui a longtemps existé entre la page du livre et la toile du tableau, deux rectangles au fond, se déplace du côté de l'écran...

Deuxième figure : la question de la légitimité. Qu'est-ce que j'entends par là ? Nous avons parlé du livre en général, mais, suivant les époques, suivant les lieux, des figures du livre légitime dominant. À certaines périodes, le livre religieux, est le LIVRE par excellence, la matrice de tous les autres, et la Bible singulièrement. Pensons que pour de très nombreux moments de l'édition européenne, la Bible a été une encyclopédie. Je prends comme exemple la *Physica Sacra* des années 1730 dans laquelle, juste avant la publication de l'*Encyclopédie* elle-même, toute l'histoire naturelle est présentée dans l'ordre de la Bible. Mais si nous voulons nous situer dans un moment plus contemporain, je suis frappé, en entendant les débats les plus contemporains sur le livre ou en y participant, du fait qu'une figure s'impose – en tout cas en France : le livre dont on parle, c'est la littérature. Et je prendrai deux exemples dans deux ordres très différents. En France – puisqu'il faut donner une coloration un peu nationale à notre propos – la collection de livres, et c'est vrai pour tout le XX^e siècle, est d'abord une collection littéraire. Ça ne veut pas dire qu'on ne peut pas se fournir, en France, en livres anciens qui ne soient pas des livres de littérature, mais le collectionnisme français est avant tout un collectionnisme littéraire. Un collectionnisme qui idolâtre les éditions originales d'un panthéon littéraire revu régulièrement, bien entendu. Les valeurs varient. Anatole France n'en fait plus partie. Jean Genet est au pinacle. Tout ça va et vient mais, fondamentalement, le livre, dans notre pays, c'est le livre de littérature.

Je participais hier, à Lyon – car je suis un provincial... – à un débat sur le prêt gratuit, enfin, le prêt en biblio-

thèque. Sujet passionnant, essentiel, mais autour de quoi tout le débat a-t-il tourné ? Autour de la question de la gratuité de l'acte littéraire. Peut-on faire payer quelque chose qui doit être, dans sa genèse même, de l'ordre de la gratuité ? Je crois que c'est très français et qu'il y aurait beaucoup à dire là-dessus. En tout cas, cette figure de la légitimité me paraît fondamentale.

Et puis troisième aspect : la confiance. Dans la reconstruction que nous faisons de l'intérêt pour le livre à travers l'histoire, il me semble que nous opposons, avec beaucoup trop de facilité, un ordre du livre stable, qui aurait été celui de l'imprimé, des cathédrales du savoir, et l'agilité qui serait celle des nouvelles technologies. Pour donner une image, l'opposition qu'on fait si souvent entre le stock et le flux. C'est pour cela que j'ai été très heureux que James Raven fasse un sort, à l'inverse, à la fragilité du support papier. Effectivement, le livre papier n'est pas une assurance de pérennité, et toujours pour faire le Lyonnais, les incunables de la bibliothèque de Lyon qu'ont fait éclater, au sens propre, les boulets du siège de 1793 sont encore là, à la BNF et non à Lyon, pour en témoigner. Mais je voudrais souligner un autre aspect. Le fait que nous vivons sur une idée du lien entre le livre et la connaissance, entre le livre imprimé et la connaissance qui est une construction historique. Vous savez que c'est un objet de discussion entre les historiens alors que dans le débat public, on lie très facilement la diffusion d'un même texte dans toute l'Europe, des mêmes figures géométriques, des mêmes tables astronomiques aux premiers progrès de la science moderne, ce qu'on a appelé la révolution scientifique du XVII^e

siècle. *Grosso modo*, ce fondement de l'imprimé aurait permis un développement linéaire qui aurait connu ses étapes suivantes avec les Lumières – c'est le discours inaugural de l'*Encyclopédie* de Diderot –, et des développements accélérés finalement au XIX^e siècle avec les moyens de la révolution industrielle. Or, nous sommes amenés, avec le renouveau dans les dix dernières années de l'historiographie – je pense au très beau livre d'Adrian Johns, *The Nature of the Book*, sur le lien entre une révolution scientifique et l'histoire de l'édition – à réviser ce modèle trop simple de l'histoire et à mettre en avant ce qu'on pourrait appeler la face noire de l'histoire de l'imprimerie, lorsque l'imprimé – surtout l'imprimé scientifique –, est considéré par les savants comme un moyen peu stable, peu fiable, dangereux, aux mains de faussaires, de pirates, de non-légitimés. Pour résumer, beaucoup des critiques qu'aujourd'hui nous retrouvons à propos des nouvelles technologies de l'information, de l'Internet, du monde de la piraterie, du non-légitime, de l'absence de validation, viennent d'un substrat qui a été construit entre la fin du XVII^e siècle et du XVIII^e siècle, dont nous sommes les héritiers et qui est une sorte de pacte, de convention qui nous permet de développer nos institutions de savoir.

Aujourd'hui dans quelle situation sommes-nous? Je conclurai là-dessus. Nous constatons de fait – les enquêtes le montrent – que la confiance non pas dans le livre en tant qu'objet mais dans n'importe quelle source de savoir s'amenuise. C'est l'effet *zapping*. Tout se vaut. Toute source est légitime d'où qu'elle vienne, que ce soit le livre ou pas le livre. C'est le livre, ça peut être la télévision, c'est n'im-

porte où sur Internet... En tout cas, le livre se trouve être une source parmi d'autres de la connaissance et il y a évidemment une classe de la population où cette question de la confiance dans le livre est particulièrement aiguë, c'est la tranche des jeunes, des adolescents ou des pré-adolescents en particulier. Toutes les études, les enquêtes qui ont été faites récemment – Anne-Marie Bertrand rappelait l'une d'entre elles – ne dévalorisent pas fondamentalement le livre. Il n'est pas au dernier échelon de la pyramide des sources auxquelles s'abreuve cette jeunesse, mais il est une source parmi d'autres. Et, non seulement il est une source parmi d'autres, mais le rapport qui s'est construit si longuement à travers l'histoire avec le livre, ce rapport physique – vous parliez de « posture » de la lecture –, est un rapport que nous voyons se dissoudre dans la pratique de lecture des adolescents ou des préadolescents d'aujourd'hui et dont les bibliothèques tirent les conséquences. Les bibliothèques qu'on construit aujourd'hui tiennent compte du fait que les adolescents lisent couchés, lisent les pieds en l'air, lisent dans toutes sortes de postures qui n'ont plus rien à voir avec ces postures construites entre le VII^e et le XV^e siècles et dont nous avons hérité. Pour ramasser mon propos, puisque le sujet d'aujourd'hui – dans un ensemble sur l'imaginaire du livre –, c'est « quel intérêt pour le livre? », l'intérêt pour le livre, tel qu'en témoignent les artistes, se déplace du côté du livre électronique. La légitimité du livre demeure très forte du côté de la littérature. Le livre, c'est d'abord le littéraire. On a évoqué Saramago. Je pense que ce n'est pas un hasard. Enfin, la confiance dans le livre est à la fois érodée et banalisée. Jusqu'à

quel point ? Et quelles conséquences
devons-nous en tirer ? Je pense que
nous avons encore quelques minutes
pour en débattre.

Animation : Martine Poulain

Martine Poulain : J'aimerais poser une question au sujet de la place du livre dans l'éducation. J'ai été frappée d'entendre Barbro Thomas dire que même en Suède – pays que nous avons longtemps pris comme modèle –, les bibliothèques scolaires étaient peu nombreuses. Et pourtant, les imaginaires se forment dans l'enfance. J'ai toujours été fascinée par le fait que, où que l'on soit, dans quelque pays que l'on soit, les bibliothèques scolaires ont toujours été retardataires, comme s'il y avait là une béance : plus l'on s'inquiète du sort du livre, plus on se dit soucieux du rapport au livre, moins, me semble-t-il – cela a été le cas dans nombre de pays pendant très longtemps –, l'on prépare les enfants à cette appropriation à la fois personnelle et communautaire de l'univers de l'imprimé. Et rien ne dit d'ailleurs que la manière dont risquent d'être proposés aujourd'hui les nouveaux supports dans les écoles ne fragilise pas une fois de plus ce rapport au livre. Mais ça, c'est peut-être un peu rapidement dit. Barbro, vous avez une interprétation ? Pourquoi ce pays si sérieux et si froid, comme vous le disiez, qui essaye de se réchauffer, non pas en brûlant les livres mais en les lisant, a-t-il lui-même manifesté une forme d'indifférence à la place du livre dans l'univers scolaire ?

Barbro Thomas : Je pense que c'est un paradoxe. Pourquoi les bibliothèques scolaires sont-elles quasiment inexistantes en Suède ? Je me l'explique mal. Il semble que ce soit partout pareil ailleurs dans le monde, pourtant ça ne devrait pas l'être, surtout en Suède. J'avais pour habitude de dire que si dans les années soixante et soixante-dix, on avait décidé de créer les meilleures bibliothèques scolaires du monde, on

aurait pu le faire, mais on ne l'a pas fait.

James Raven : Les écoles, et surtout les écoles dans le primaire, sont après tout un objectif politique de première importance, c'est-à-dire que les politiques des pouvoirs publics évoluent très rapidement suivant les changements de gouvernement. On a donc souvent tendance à privilégier la technologie ou à prodiguer des conseils qui sont peut-être animés de bonnes intentions mais qui sont quand même de mauvais conseils. Parfois, on peut doter ces écoles de technologies sans pour autant leur donner de livres. On croit bien faire, mais c'est tout le contraire et ce n'est pas du tout indiqué. Et parfois, je crains que les écoles, surtout au niveau élémentaire, puissent servir de ballon d'essai pour les pouvoirs publics qui veulent essayer de nouvelles choses.

Martine Poulain : Merci. Reprenons sur la question des imaginaires et des représentations du livre dans les différents pays d'Europe. J'ai eu l'occasion de travailler sur ce que j'appelle l'invention du mythe d'Alexandrie. Si l'on étudie, par exemple, l'historiographie des bibliothèques, on se rend compte que jusqu'aux Lumières, me semble-t-il, la référence majeure reste la Bible, parfois la Torah : la bibliothèque se confond avec le livre unique, la Bible, parole de Dieu en actes. C'est dans l'*Encyclopédie* que, pour la première fois, est mise en scène une autre figure de l'origine du livre ou de l'idéal type du livre qui est la Bibliothèque d'Alexandrie. C'est le XVIII^e siècle et son idéal encyclopédique qui créent cette référence nouvelle à la bibliothèque d'Alexandrie comme origine de l'encyclopédisme. Deux

versants à cette référence : l'apologie du nombre, l'apologie de la bibliothèque et de la pluralité des livres de bibliothèques, et en même temps le vertige de la perte. Ce sont ces deux questions qu'évoquaient à la fois François Dupuigrenet et James Raven. C'est assez frappant de voir que cette mise en scène du vertige, de l'abondance et de la perte, naît dans les moments où le livre est triomphant comme s'il y avait nécessité à la fois d'une reconnaissance de cette suprématie du livre et nécessité interne d'une construction de la peur de la perte. C'était une première remarque que j'aimerais bien voir commentée parce qu'il me semble que nous sommes toujours héritiers de cette mise en scène de l'imaginaire du livre qui, paradoxalement naît avec les Lumières, donc avec la victoire absolue du livre – du livre dans sa version plurielle et peu ou prou laïque. Nous cultivons encore cette référence à la fois dans un fondement sur des craintes peut-être réelles mais aussi avec une forme d'autonomie du propos symbolique, ce vertige de la perte – il semble que rien ne soit plus délicieux que de craindre justement la mort du livre alors qu'elle est peut-être questionnable mais relative...

Une deuxième remarque concerne la question des représentations du livre dans la période contemporaine évoquée par François Dupuigrenet. J'ai trouvé intéressante la remarque sur la question du livre brisé, du livre émietté pourrait-on dire, du livre qui est présent partout mais s'affaiblit, tel qu'on le voit dans les tableaux que vous citez et ceux de Braque. J'ai moi-même travaillé sur ces représentations du livre dans la peinture et sur les représentations du livre dans la photographie, et l'on constate une forme d'homologie entre ces

représentations et les pratiques réelles des populations: le livre n'est plus très présent dans la peinture, pour des tas de raisons dont l'art abstrait – au passage il y a quand même des peintres tels Miguel Barcelò qui traitent de la bibliothèque et du livre, mais il s'agit d'un livre qui risque de s'enflammer et de bibliothèques qui brûlent et non plus de bibliothèques qui assouvissent les besoins et le bonheur intellectuel humain ; le livre se consume et ses lecteurs brûlent avec lui. Le passage par la photo s'accompagne d'une présence du livre et des lecteurs renouvelée, mais dans une forme de banalisation problématique de cette représentation. Il y a une raison liée au support photo par rapport au support peinture. Mais ce qu'on peut craindre ou analyser de la réalité, c'est que le livre ou l'écrit présent partout, offert à tous, plus ou moins utilisé par tous, ne soit en même temps, et par cela même, nulle part.

James Raven : Merci de ce propos. Ce que je voudrais dire essentiellement, c'est que la façon dont nous investissons le livre de cette idée de pérennité, est justement l'un des nombreux mythes qui se créent à propos du livre. Mythe d'ailleurs qui contribue à lui donner sa force. On pourrait construire différentes histoires relatant la perte du livre actionnaire à travers les temps. Vous avez vous-même évoqué l'exemple de la bibliothèque d'Alexandrie et là, je crois qu'à travers la plume d'universitaires et d'historiens divers, on peut reconstruire comment, à l'époque, on racontait l'histoire de la destruction de la bibliothèque d'Alexandrie. Par exemple, au XII^e siècle, les écrivains du monde arabe donnaient une certaine version de la destruction de la bibliothèque par le feu, à une

époque où des bibliothèques étaient vendues. On pourrait dire que le fait de vendre une bibliothèque était peut-être moins criminel, moins coupable que la destruction par le feu. Toujours est-il qu'il serait intéressant de rapporter ces chroniques et chronologies différentes à la valeur que l'on attache au livre.

François Dupuigrenet : Juste deux mots sur les remarques de Martine Poulain et pour expliciter un peu mon propos... Effectivement, la figure de l'*Encyclopédie* est fondamentale. C'est certain pour toutes sortes de raisons mais, notamment, parce que à l'intérieur même de l'*Encyclopédie*, se trouvent les figures de la production du livre lui-même. C'est une facilité de dire que c'est une théorie qui produit sa propre pratique, mais c'est bien de cela qu'il s'agit. Et si l'on parle de bibliothèques – puisque c'est le fil qui nous réunit –, à un moment où les bibliothèques sont construites intellectuellement sur un ordre du savoir qui correspond à un ordre effectif, un ordre matériel. Si nous prenons l'exemple que je connais le mieux, celui de la Bibliothèque royale, le premier catalogue imprimé nous donne le classement de ses ouvrages de la classe A à la classe Z, de la Bible jusqu'à la polygraphie, correspondant à un ordre réel des livres à l'intérieur de la bibliothèque. Au XIX^e siècle, la polémique qui s'est déchaînée en France autour de l'abandon de cet ordre systématique faisant correspondre la place d'un livre dans la bibliothèque à une place dans l'ordre du savoir, a été très vive, parce qu'on se demandait où l'on allait si on lui substituait, comme cela s'est fait, l'ordre alphabétique aléatoire, banal, qui n'a aucun sens. C'est la fin d'un certain ordre du livre. Effectivement,

le XVIII^e siècle que vous évoquiez, correspond à une tentative de construction d'un ordre total du livre.

Il y a un deuxième point sur lequel je voudrais revenir rapidement : la question protestantisme/catholicisme, que l'on a abordée en commençant et que l'on a perdue en cours de route... Est-ce que cela a un sens ? Sur le passé, n'exagérons pas. Dans les pays protestants, citons Calvin, de mémoire : « La Bible est un pain trop rude pour être donné sans intermédiaire aux enfants. Il faut que le père de famille le découpe comme on découpe le pain. » Cette citation pour dire que la nécessité des intermédiaires n'appartient pas seulement à l'Église catholique et que dans ce qu'on nomme trop facilement les pays catholiques, il y a des différences très profondes. Je citerai deux exemples. L'Italie est un cas où la censure ecclésiastique fonctionne. Les censures ne fonctionnent pas toujours mais là, au XVI^e siècle, elle fonctionnait parfaitement. Je veux dire que les bibles en vulgaire ont complètement disparu des bibliothèques de couvent. Il n'y en avait plus. Prenons l'exemple de la France : c'est un cas particulier parce que la France a eu, jusqu'à la révocation de l'édit de Nantes, une coexistence de deux religions, ce qui impliquait la confrontation permanente dans la polémique à partir des textes de l'écriture et donc la circulation tolérée, à l'intérieur du royaume, des bibles protestantes. Tout ça fait que nous avons une histoire longue dans laquelle le rapport au livre, le rapport à la Bible est très différent à l'intérieur de pays qu'on qualifie trop facilement de catholiques. Et la tradition catholique connaît toutes sortes de variations. Vous vous souvenez de l'insulte que le père de Julien Sorel adresse à son

fil – « chien de lisard » – lorsqu’il le voit lire le *Mémorial de Sainte-Hélène* qu’il jette dans le ruisseau qui entraîne la scie, eh bien c’est une attitude catholique, effectivement. Mais c’est une attitude catholique du début du XIX^e siècle. Ce n’est pas une attitude catholique en général et, aujourd’hui je m’interroge quand même non pas sur l’importance des traditions religieuses – parce que je crois qu’elles sont extrêmement importantes –, mais sur le sens qu’on donne à la qualification de tel pays comme étant protestant ou catholique. Le pays que je connais le mieux, peut-être mieux que la France, c’est l’Italie. C’est vrai que l’Italie est un pays catholique par bien des côtés. Mais enfin, si vous regardez la réalité des pratiques, la chute de la natalité par exemple, il me semble difficile de lui donner *a priori* une étiquette « catholique ». Tout cela pour dire que les explications que nous pouvons donner aux différences d’intérêt pour le livre dans les différents pays d’Europe ne se prêtent pas aux explications simples et que le remplacement des explications de caractère économique par des explications idéologiques me paraissent tout aussi faciles. Comme disait Hegel, « l’essence est désertique ».

Martine Poulain: Je suis d’autant plus d’accord, pour continuer sur Stendhal, que si le jeune Henri avait lu Bourdaloue, son père n’aurait jamais jeté le livre dans le ruisseau. Donc il s’agit bien de livre contre livre et non pas d’anti-livre contre partisan de la lecture.

Public: Une question à monsieur Henrique Barreto Nunes. Vous avez fait allusion à l’importance du prix Nobel pour, entre guillemets, légitimer la littérature nationale du pays et

par cela, valoriser en fait l’acte de lecture. Je voulais savoir si, au niveau de la lecture – vous avez évoqué tout le réseau des bibliothèques – le réseau commercial des libraires était prospère, si l’acte d’achat était relativement courant ou si l’on constate, comme en Suède, qu’il y a une raréfaction des libraires?

Henrique Barreto Nunes: Il y a de grandes librairies dans les grands centres urbains. À l’intérieur du pays, on constate la disparition des librairies.

Martine Poulain: Une petite remarque pour Barbro Thomas. On est peut être surpris de vous entendre dire que tant de municipalités en Suède ne possèdent pas de librairies...

Barbro Thomas: Normalement, en Suède, une librairie vend tous les livres qui sont édités. Je pense que dans ces quatre-vingt municipalités qui manquent de librairies, il existe quand même une petite librairie mais, suivant notre conception, ce n’est pas une librairie normale, mais un endroit où l’on vend un nombre limité de livres. Je pense que c’est une question de définition. Qu’est-ce qu’une librairie?

Martine Poulain: Effectivement, je crois qu’il y a un problème de définition de la librairie dans tous les pays européens. Il faudrait se mettre d’accord pour savoir si on englobe dans le terme librairie les points de vente qui vendent autre chose, etc. Laissez-moi remercier nos intervenants une nouvelle fois pour la qualité de leurs propos et de leurs analyses. Espérons que ces échanges contribueront à construire une Europe du livre plus forte.

La place du livre dans les médias

2^e rencontre-débat

- **Introduction**

Florence Noiville

- **Débat**

Animé par Florence Noiville

Participants :

Olivier Bourgois

Gianni Riotta

Markus Gerlach

Bernard Pivot

Introduction

Florence Noiville

Merci d'être avec nous pour cette deuxième table ronde qui nous invite à nous pencher sur la place du livre dans les médias. Quel est aujourd'hui l'intérêt des différents supports pour la production éditoriale ? Comment la littérature, les sciences humaines – on a vu précédemment que lorsqu'on parlait de « livre », on entendait implicitement « littérature » – sont-elles mises en scène, valorisées ou bien laissées à l'écart ? Se profile très probablement, derrière tout cela, le vertige de la perte ou la crainte récurrente à travers le temps de la mort du livre... En un mot, le livre est-il médiatique, télégénique ? On peut noter tout de suite que cette question est particulièrement d'actualité puisqu'avant même que je ne vous présente nos invités, vous aurez reconnu à cette table Bernard Pivot, dont le départ annoncé a semé l'émoi dans le monde littéraire le quel, plus que jamais, s'interroge sur l'avenir du livre sur le petit écran. Question brûlante donc. Question également ambiguë car elle renvoie – du moins dans notre pays, me semble-t-il – à deux postulats contradictoires. La première consiste à dire que le livre n'étant plus dominant, il a besoin de soutien, que ses enjeux économiques sont, sinon dérisoires, du moins de moindre importance à côté de ceux des autres industries culturelles, que ses enjeux symboliques, eux aussi, s'effritent et que donc, il y aurait comme une sorte de responsabilité de la part des autres médias – une mission culturelle, presque patrimoniale – de relayer le médium livre, de le « mettre en spectacle ». On entend souvent dire, auprès des jeunes notamment, qu'il est important que le livre ne dispa-

raisse pas du paysage culturel et mental et qu'il soit abondamment présent à la télévision. C'était, vous vous en souvenez peut-être, l'un des arguments lors de la bataille pour ou contre la publicité du livre à la télévision. Il y a aussi, par contraste, une espèce de méfiance, en particulier des gens du livre les premiers, ou de la part d'une certaine catégorie d'intellectuels. Car « mise en spectacle » renvoie à spectacle, qui renvoie à société du spectacle et à l'idée qu'au fond, la logique de la télévision et la logique du livre ne seraient pas forcément compatibles. Pour vous en donner un exemple, j'ai relevé dans la presse récente, la formule d'un confrère du *Figaro* qui écrit : « Il a toujours été difficile de parler des livres. C'est encore plus difficile lorsque les auteurs s'en mêlent, y mêlent leur vie, leurs opinions, leurs amours ou leur statut. Mais quand il faut ajouter des caméras à cette périlleuse activité, on attend le comble de la difficulté. Cela devient du sport. » Et il citait cette phrase de Bernard Shaw sur l'intérêt qu'il semble à y avoir à inviter des auteurs, que ce soit à la télévision ou à la radio : « Voir un écrivain après avoir lu un de ses livres, c'est comme voir une oie après avoir mangé du foie gras. » Ce n'est pas très gentil de comparer des auteurs à des oies donc, je m'arrête là. C'était simplement pour illustrer la complexité et aussi l'actualité de la question. Enfin, pour ne pas être trop longue, mais puisque nous avons la chance aujourd'hui de pouvoir résonner dans un contexte européen, je voudrais rappeler quelques grandes données du marché du livre en Europe. La première, concerne les achats de livres dans les différents pays. C'est

Florence Noiville est journaliste.

une donnée importante au regard de notre sujet puisque, qui dit programmation dans les différents supports, dit anticipation des attentes du public et, au fond, quel peut-être le meilleur baromètre de ces attentes, de ce désir de livres, en dehors des bibliothèques, sinon bien entendu les achats qui en sont le miroir le plus significatif.

Alors, comment cela se passe-t-il dans les différents pays de l'Union européenne? Pour aller vite, vous avez quatre catégories de pays. En queue de peloton, quatre pays qui sont le Portugal, l'Irlande, l'Italie et la Belgique. Là, les habitants dépensent en moyenne entre 120 et 250 F par an pour acheter des livres. Ensuite, c'est assez surprenant, il y a une catégorie composée du Royaume-Uni, des Pays-Bas, de la France à égalité et de la Finlande entre 330 et 370 F par habitant et par an. Une catégorie moyenne comprend la Suède, la Suisse et l'Espagne entre 450 et 565 F. Et enfin, le haut du panier avec le Danemark, l'Autriche, l'Allemagne et la Norvège, où l'on dépense plus de 500 F. Un Norvégien, en gros, lit presque trois fois plus qu'un Italien. Ces statistiques valent ce qu'elles valent, mais elles donnent une idée.

Pour terminer, une dernière idée sur la puissance de feu européenne en matière d'édition. Il faut rappeler qu'avec Bertelsmann en Allemagne, Pearson en Angleterre, mais aussi chez nos voisins néerlandais Wolters-Kluwer et Reed-Elsevier, et bien entendu Lagardère en France mais à une moindre échelle, les plus gros éditeurs au monde sont aujourd'hui européens. Les Européens contrôlent 55 % du marché mondial de l'édition, loin devant l'Asie (25 %) et l'Amérique (17 %). cela veut-il dire que les Européens sont aujourd'hui les grands détenteurs de ce qu'il est

convenu d'appeler les contenus? Ils sont aussi les plus gros producteurs de livres et d'idées. Mais quelles valeurs économiques et symboliques leur donne-t-on dans les différents pays? C'est précisément ce que nous allons voir maintenant avec nos quatre invités que je vous présente sans plus tarder.

Gianni Riotta est directeur adjoint du quotidien *La Stampa*. Vous en avez, je crois, créé l'édition en ligne. Vous êtes aussi romancier. Vous êtes l'auteur de quatre romans dont le dernier, *Le prince des nuées*, vient d'être traduit en France, chez Fayard. J'ajoute que vous êtes un fin connaisseur de la réalité américaine puisque vous avez été, pendant une quinzaine d'années, envoyé spécial puis éditorialiste aux États-Unis pour le *Corriere della Serra*.

Markus Gerlach est Allemand. Vous enseignez l'allemand à l'université Paris 12 mais vous avez une multitude impressionnante de casquettes. Vous travaillez à une thèse qui se situe aux confins de la sociologie et de la littérature puisqu'elle concerne la réception critique de Céline et de Jünger en France et en Allemagne. Vous avez aussi travaillé à un projet de recherche franco-allemand sur l'édition en France et en Allemagne, projet coordonné par les universités de Fribourg et le Collège de France et dont on a vu les premières retombées sous la forme des deux numéros des *Actes de la recherche en sciences sociales* qui étaient consacrés à l'édition. Et, enfin, vous êtes ponctuellement chargé de missions pour le ministère de la Culture. Tout cela veut dire que vous connaissez parfaitement l'édition en France et en Allemagne et que vous en avez une approche comparée.

Bernard Pivot, je ne vous fais pas l'injure de vous présenter. Hier, j'avais au téléphone le président de

la Fédération des éditeurs européens et je lui demandais ce qu'il pensait de cette question de la place du livre et il m'a dit tout de go : « Si tu veux dire qu'on n'a pas de Bernard Pivot, eh bien, c'est vrai ! On vous l'envie. » Vous êtes donc une institution à vous tout seul et ce que cette anecdote révèle, je crois, c'est le grand prestige dont ont toujours joui à l'étranger vos émissions. Je crois que c'est important. Simplement, comme on le sait, après une trentaine d'années d'émissions, vous avez décidé de tirer votre révérence. Pourquoi ? Vous donniez déjà des réponses dans un livre publié chez Plon, en 1998. Votre départ signe-t-il la fin d'une époque et surtout d'une certaine idée de la télévision ? Nous y reviendrons dans un instant.

À côté de vous, enfin, Olivier Bourgois. Vous êtes haut fonctionnaire et vous êtes l'auteur de ce rapport sur « le livre à la télévision » que vous avez remis à Catherine Trautman, alors ministre de la Culture. C'est par vous que je voudrais commencer, en m'appuyant sur ce rapport où, finalement, vous ne craignez pas d'aller à l'encontre des idées reçues et où vous dites qu'au fond, oui, il y a bien une exception culturelle française, mais que l'idée que c'était mieux avant, au fond, ne tient pas très bien la route. Pouvez-vous vous expliquer là-dessus ?

Animé par Florence Noiville

Olivier Bourgois : Je ne vais pas vous raconter ce qu'il y a dans mon rapport parce que cela risquerait d'être ennuyeux. Ce que je voudrais simplement dire, c'est que je n'ai pas essayé d'avoir des idées originales, j'ai juste fait un inventaire qui consistait à compter, à mesurer le nombre d'émissions littéraires sur les différentes chaînes et puis, par rapport à ça, à comparer à la situation qui existait il y a vingt-cinq ans. J'ai choisi de remonter à vingt-cinq ans parce que c'est le moment où Bernard Pivot a commencé son émission *Apostrophes* et que c'est une période intéressante du point de vue de la référence. À cette époque-là, Marcel Julian présidait Antenne 2 et Jean Cazenave, TF1 et tous les deux s'intéressaient au livre et le protégeaient. On a tendance à considérer cette période comme un âge d'or du livre à la télévision. Donc, je me suis livré à cet inventaire, détaillé dans mon rapport, et ce que j'ai constaté – et qui a beaucoup surpris un certain nombre de mes interlocuteurs – ceux-là même qui s'étaient lancés dans une campagne tous azimuts pour expliquer que le livre était très maltraité actuellement à la télévision française – c'est que, quantitativement, on a actuellement à peu de chose près le même nombre d'émissions. On ne peut pas dire qu'il y ait une régression brutale. Il y avait à peu près – pour prendre des éléments de comparaison –, une émission style *Télé-Matin* – à l'époque, ce n'était pas le matin et cela s'appelait *Aujourd'hui Madame* – et une fois par semaine, il y avait une vraie émission littéraire grand public à une heure de grande écoute. Il y avait déjà à l'époque, tous les jours, de petits

spots comme il y en a aujourd'hui avec l'émission *Un livre, un jour*. Je n'entre pas dans le détail mais la surprise, c'est qu'on s'aperçoit, si l'on parle quantité, qu'on a à peu près la même quantité d'émissions en apparence. D'abord, il y avait quelque chose qui existe toujours – même si ça a changé de nom et relativement de formule –, qui est l'émission de Bernard Pivot. Mais le changement, en terme de qualité, réside évidemment, essentiellement, dans le glissement des horaires et là, il n'y a aucun doute là-dessus. Dans le passé un certain nombre d'émissions étaient, sinon en *prime time* du moins dans une partie de la soirée où il y avait encore un public très important. Pratiquement l'émission de Bernard Pivot est en réalité la seule qui soit encore en deuxième partie de soirée; les autres étant carrément repoussées beaucoup plus tard.

Deuxième élément de surprise – et là, il faudra peut-être vérifier auprès de nos amis étrangers qui sont ici –, c'est que je suis allé dans un certain nombre de pays étrangers comparables à la France et que j'ai constaté qu'il n'y avait pratiquement aucun équivalent des émissions littéraires françaises. Il y a bien quelques exemples, mais très ponctuels. À ma grande surprise, la BBC, qui est toujours proposée en exemple, n'a aucune émission littéraire, et le seul grand succès d'émission qu'on peut citer – qui est quelque chose de tout à fait particulier –, c'est l'émission de Oprah Winfrey aux États-Unis, une femme qui anime un talk-show et qui, régulièrement, reçoit des écrivains dont les livres deviennent, après l'émission, des succès phénoménaux. Et d'ailleurs, entre parenthèses, j'en rends compte

Olivier Bourgois est

dans mon rapport, elle ne souhaitait pas au départ recevoir des écrivains – ce sont les producteurs de l'émission qui ont insisté – parce qu'elle craignait que le fait de faire venir des écrivains ne fasse tomber ses taux d'écoutes, ce qui pour elle, aurait été catastrophique par rapport à ses annonceurs. La première remarque que je voulais faire était donc qu'on n'avait pas le sentiment que c'était une chute libre et que, *grosso modo*, on pouvait dire qu'il y avait des choses en moins, qu'il y avait ce glissement des horaires mais que la situation restait à peu près la même. Et puis, juste au moment où j'allais rendre mon rapport, le bruit s'est mis à courir que Bernard Pivot allait disparaître des programmes. Je me suis tout à coup rendu compte, et je tiens à le dire, que la situation restait à peu près la même tant qu'il était là, mais que si du jour au lendemain il n'était plus là, la vision des choses devenait très différente. Évidemment, on n'est pas éternel, pas plus Bernard Pivot qu'un autre, mais ce qui s'est fait, soit en France soit à l'étranger, était très inspiré de la formule d'émission que vous aviez inventée.

Deuxième remarque au sujet de cette exception française. Pourquoi ? Et est-ce que cette exception va durer ? Ce sont les deux choses dont je voudrais parler maintenant avant de passer la parole à d'autres intervenants. Je vois un certain nombre de causes à cette exception culturelle française. La première, c'est qu'au fond – et cela a été dit dans la table ronde précédente – dans la conception française de la culture, le livre est un élément central. Il est un élément central de la conception de la culture, mais il entretient également un lien étroit avec le pouvoir et avec l'importance qu'on accorde, dans le

système social, aux personnages qui jouent un rôle. On a cité tout à l'heure un certain nombre d'hommes politiques qui ont commis des livres ou qui ont tenu à participer à des émissions littéraires, notamment la vôtre, Bernard Pivot. Ce phénomène, cette espèce de focalisation et ce lien entre l'écriture et le pouvoir, je n'ai pas le sentiment qu'on le trouve dans d'autres pays. La télévision est le lieu de consécration de cette structure, d'où l'importance, le fait qu'en France le livre a été présent, parce qu'il était un élément de cette présence, dans le pouvoir d'un certain nombre de personnalités. Autre élément, c'est le goût de la conversation. Ça, c'est quelque chose de très français et je vous renvoie au livre de Marc Fumaroli. Il y a quelque chose en France qui correspond à une vieille tradition, qui est cette espèce de passion pour le débat, pour la discussion, pour la conversation dont les règles d'art ont été mises au point au XVII^e siècle et qui ont toujours continué. Une émission comme celle de Bernard Pivot, c'est une sorte de figuration. Je le dis parce qu'on est pris là dans des contraintes d'horaires, des contraintes d'égalité entre les participants qui ne sont pas celles de la conversation dans la vie. Mais c'est aussi quelque chose qui explique l'importance et la place de ce type d'émission dans le système français. Troisième élément qui me paraît très important, c'est que, en France – et cela n'a pas été le cas dans beaucoup d'autres pays, en tout cas historiquement – on a depuis longtemps considéré que les écrivains, les intellectuels, depuis l'affaire Dreyfus, devaient être des tribuns, les porte-parole des grands débats de leur époque. Et il est certain qu'ils doivent l'être, mais il y a aujourd'hui une tribune, c'est la télévision. Je dirais

donc, pour aller vite, que ce sont les trois raisons que j'ai essayé de trouver à cette exception française. La deuxième question soulevée était de savoir si cette exception allait durer. J'ai eu l'impression que ce que j'étais en train de décrire en retraçant ces vingt-cinq années de télévision, c'était un cycle, comme disent les économistes, c'était une phase, et qu'on était en train d'arriver à la fin d'une phase qui avait duré vingt-cinq ans. Une phase qui avait vécu d'abord dans la continuité d'une certaine notion du service public de télévision, qui était symbolisée par de grandes émissions qui n'étaient pas seulement littéraires, qui étaient aussi historiques, scientifiques et qui avaient correspondu à l'idée d'une vocation pédagogique de la télévision. Et aujourd'hui, la télévision est en train de devenir tout à fait autre chose, car ce sont quand même les annonceurs qui font la loi sur ce qui peut passer à la télévision en fonction de l'audimat, et le service public ne peut intervenir qu'en correctif mais pas contre les règles mêmes, disons la logique interne

de la télévision. Le problème de fond de ce débat sur le livre à la télévision, c'est la très grande difficulté qu'ont les gens du livre à comprendre ce qu'est aujourd'hui la logique de la télévision.

Florence Noiville : D'accord, mais la télévision, et surtout ce qu'elle est en train de devenir, ce sera pour un peu plus tard. Je voudrais, pour le moment, qu'on reste dans une perspective statique pour dresser un peu le tableau de ce qui se passe aujourd'hui en Europe. Je voudrais que, tout de suite, nos amis européens puissent réagir à ce qu'a dit Olivier Bougois et notamment à ce que lui paraissent être les caractéristiques de l'exception culturelle française.

Je passe la parole à Markus Gerlach. En Allemagne comment se présente le paysage médiatique ? Fort différemment, puisque déjà vous avez dix-sept chaînes publiques...

Markus Gerlach : Quinze chaînes qui diffusent continûment, et deux chaînes qui ne diffusent pas en continu. À l'instar des structures économiques et administratives, le système allemand dans l'édition, ainsi que dans les médias est relativement complexe, donc je vais peut-être rapidement dresser un état des lieux des deux domaines qui nous intéressent. D'une part l'édition, le livre et la place de la lecture parmi les pratiques culturelles et, d'autre part, un état des lieux des médias existant en Allemagne et la place du livre dans ces médias.

Rapidement, quelques chiffres. On a déjà évoqué les dépenses des Allemands, des Autrichiens, des Suisses pour le livre qui sont plus éle-

Markus Gerlach est enseignant à Paris 12.

vées qu'en France en moyenne. Encore faut-il savoir s'ils les lisent puisque, ce n'est pas négligeable, le prestige social du livre en fait un objet de cadeau, par exemple pour les fêtes de la fin d'année, donc un objet qui intéresse sans pour autant être lu. Comme en France la production est énorme puisque plus de 70 000 titres paraissent par an. Le problème des éditeurs qui ont du mal à vendre leurs livres et les retirent très tôt est le même. Quand un livre d'un jeune romancier ne se vend pas au bout de trois mois, il est retiré de la vente. Et, en même temps, de la même façon, ils augmentent de plus en plus leur catalogue. Les tirages moyens ne sont pas très élevés non plus mais, du moins, le livre n'est pas tué, comme cela a très souvent été dit, par une diminution de la diversité. Il y a une énorme diversité. De l'autre côté, ce problème de la croissance du nombre de titres renforce évidemment la fonction d'orientation de la télévision mais aussi de la presse écrite, donc des médias, ainsi que le rôle des libraires, par exemple dans l'orientation des lecteurs. Il s'agit d'un marché qui est très grand, pour la simple raison que le marché de l'édition englobe sans frontières, si je puis dire, la Suisse, l'Autriche et l'Allemagne. Il faudrait éventuellement encore distinguer l'Allemagne de l'Ouest et l'Allemagne de l'Est, donc l'ex-RDA, qui était un pays avec un fort ancrage de la lecture dans les pratiques culturelles. Les Allemands de l'Est lisaient énormément. Ça a changé depuis la réunification avec l'apparition de la télévision et notamment le câble. Ce qu'il faut dire, tant pour les médias que pour le paysage éditorial, c'est que ces deux domaines se distinguent par une décentralisation, une

régionalisation et d'autre part aussi par l'absence d'un cumul des fonctions, notamment pour les critiques, les auteurs, les écrivains. Donc, ce qui caractérise le milieu français – qui est un milieu parisien, surtout dans l'édition – c'est le cumul des fonctions d'auteurs, d'écrivains, de directeurs littéraires et ce cumul est quasiment absent en Allemagne : soit on est écrivain, soit on travaille dans l'édition, soit on est journaliste, avec peut-être l'exception que les critiques littéraires, la presse écrite peuvent intervenir à la radio ou à la télévision comme c'est le cas du fameux Marcel Reich-Ranicki.

Florence Noiville : Est-ce que vous pouvez nous dire un mot de cette autre institution ?

Markus Gerlach : Marcel Reich-Ranicki est une institution en Allemagne. D'abord, c'est un personnage très intéressant, un peu sulfureux aussi. Polonais d'origine, il a maintenant 80 ans et l'autobiographie qui a été publiée à l'occasion de ce 80^e anniversaire a occupé pendant très longtemps la première place des ventes en non-fiction en Allemagne et elle figure toujours dans les cinq premières ventes. Il s'agit d'un rescapé du ghetto de Varsovie qui a ensuite été agent secret pour le gouvernement polonais et qui s'est reconverti après la guerre dans la littérature. Il occupe aujourd'hui une place très importante dans le paysage allemand et c'est pour cette raison qu'on l'appelle très souvent le « pape de la critique littéraire » en Allemagne. Il est notamment animateur de la seule émission en Allemagne qui puisse être comparée peut-être à *Bouillon de culture*, à savoir le *Literarisches Quartett*, mais qui a une fréquence beaucoup moins élevée : tous les deux mois seule-

ment. Il n'y a pas d'auteurs invités et seulement quatre à six livres sont présentés, ce qui est un soutien beaucoup plus fort encore pour les livres qui reçoivent les louanges des quatre critiques présents.

Florence Noiville : J'aimerais qu'on s'arrête un instant sur le fait qu'il n'y ait pas d'auteurs parce que vous nous disiez que c'est une des caractéristiques très intéressantes des émissions allemandes, cette non-présence des auteurs. Ils seraient même presque perçus comme dans la phrase de Bernard Shaw qu'on citait tout à l'heure...

Markus Gerlach : Avec mon regard d'étranger, je suis stupéfait de voir, en France, cette célébration de l'auteur, la célébration du livre qui relève, si on est très critique, peut-être d'un certain fétichisme. Une étude linguistique critique du vocabulaire employé à France Culture ou dans les émissions littéraires... montrerait que chaque livre est « extraordinaire », « formidable » ou a toujours, en tout cas, quelque chose de très positif. Tandis qu'en Allemagne, ce que cultive, par exemple, Marcel Reich-Ranicki, et c'est pour cela qu'il est très apprécié, c'est très souvent l'éreintement. Sous le titre tout sobre de *100 critiques*, il avait d'ailleurs publié un livre qui ne se vendait pas, et qui s'est ensuite très bien vendu lorsqu'il en a modifié le titre en *100 éreintements*, car c'est ce qu'on attend de lui. On attend en effet une prise de position très forte par rapport à l'auteur et peut-être le caractère d'information est-il plus fort comme ça...

Florence Noiville : C'est en effet

une différence significative. Moins de débats, moins de goût de la conversation, comme disait Olivier Bourgois, mais plus d'information. Bien. Descendons un peu plus au sud avec vous, Gianni Riotta. Décrivez-nous le paysage italien. Je n'ai pas l'impression que sur la RAI, ou chez monsieur Berlusconi, on parle beaucoup de livres.

Gianni Riotta : Au cours de plusieurs années de travail en Italie, la question du lien qu'entretient le livre avec les médias à la télévision tourne autour de qui serait le Bernard Pivot italien. Plusieurs de mes éminents collègues sont venus me voir pour me dire : « Moi, je suis prêt à être le Bernard Pivot italien. » J'ai même été abordé par la RAI et par la chaîne 5 de Berlusconi : « Et vous, vous ne voulez pas être le Bernard Pivot italien ? » Et maintenant j'apprends que le Bernard Pivot français va quitter la scène française... Peut-être souhaiteriez-vous venir en Italie et devenir notre Bernard Pivot italien ?

Je suis d'accord avec Olivier Bourgois lorsqu'il fait état de l'exception française, pour ce qui est du lien qui existe entre le livre et la culture et la télévision. En Italie, j'ai écrit plusieurs livres moi-même et j'ai aussi travaillé à la télévision. Et d'ailleurs, j'ai participé à une émission qui avait beaucoup de succès, et comme j'avais écrit un livre en même temps, je m'attendais à ce que mon livre ait beaucoup de succès du fait de mon apparition à cette émission qui avait un audimat très important. En fait, c'est tout le contraire qui s'est passé : mon livre a fait un bide et je ne comprenais pas pourquoi puisque 30 % du public qui regarde cette

Gianni Riotta est directeur adjoint de *La Stampa* et romancier.

émission achète des livres. Mais il se trouve que ces mêmes 30 % méprisent la télévision pour les rapports qu'elle entretient avec les livres. Alors, on m'a dit que maintenant que j'étais un homme de la télé, on ne voulait plus acheter mes livres! Dès que j'ai quitté la télé, mon livre a eu du succès.

Je n'ai jamais pensé ou estimé que le livre était un objet culturel malade et que la télévision devait en quelque sorte le protéger. Ce n'est pas comme les pandas en Chine qu'il faut convaincre de se reproduire. Ce n'est pas du tout la même chose et je pense qu'on fait trop de cas des médias, c'est-à-dire du support. Pour être tout à fait honnête, je pense que dans toutes ces discussions, cette abondance de débats du genre « l'Internet va-t-il tuer le livre? », « est-ce que la télévision va tuer la culture ou va tuer le livre? », etc., on fait trop de cas du support médiatique. Pour moi, on ferait bien de se s'intéresser plus au contenu parce qu'il y a une réelle révolution de la communication dès lors qu'il y a une révolution du contenu, et seulement dans ce cas.

Quand Gutenberg s'est mis à imprimer des bibles, ce n'est pas à ce moment-là que s'est produite la révolution. C'est plus tard, lorsqu'on s'est mis à traduire la Bible et lorsqu'on s'est mis à utiliser la machine à imprimer pour éditer des journaux. Et quand la radio a été inventée, ce n'est pas à ce moment-là que la révolution a eu lieu. La révolution s'est produite essentiellement à partir du moment où des gens comme Hitler ou Mussolini se sont dit: « Tiens, voilà un moyen assez

commode de faire passer mon message politique. » Et n'oublions pas que l'Internet a été inventé essentiellement comme moyen de défense du Pentagone et du gouvernement américain en cas d'hypothétiques attaques nucléaires contre les installations américaines. Bon, il se trouve que ma tante s'en sert pour envoyer à sa fille des recettes siciliennes! Une fois de plus, mon propos est de dire que la révolution a lieu à partir du moment où c'est le contenu qui change.

Florence Noiville: Je vous propose peut-être de nous arrêter là pour l'instant. On clôt ce premier tour d'Europe en revenant en France et là, évidemment, je me tourne vers vous, Bernard Pivot pour savoir comment vous réagissez à tout ce qui a été dit. J'ai l'impression qu'on s'est beaucoup congratulés sur l'exception française. Vous, vous avez connu une télévision qui affichait une volonté pédagogique et presque missionnaire, une télévision qui était un instrument de diffusion du savoir et de cohésion sociale. Or il m'a semblé en vous entendant au téléphone l'autre jour que vous étiez quand même un petit peu désabusé aujourd'hui en constatant l'évolution qui a été la sienne.

Bernard Pivot: Je cite souvent cet exemple: quand les fondateurs de la télévision française se sont demandés ce qu'ils allaient donner à voir au peuple – enfin aux quelques milliers de personnes qui, au départ, étaient des téléspectateurs, et puis ensuite des dizaines de milliers et puis ensuite, des millions –, il était évident qu'il y aurait des livres, il était évident qu'il aurait des auteurs

Bernard Pivot est journaliste.

et qu'on parlerait des livres. Il y aurait de la météorologie? Oui, sûrement. Il y aurait un journal télévisé où on parlerait des événements politiques? Oui, sûrement. Est-ce qu'on y parlerait de sport? Oui, bien sûr. Mais est-ce qu'on y parlerait de livres? Oui, ça va de soi. Je veux dire que les fondateurs de la télévision n'ont eu, à aucun moment, derrière la tête l'idée que peut-être que le livre pourrait être inutile, qu'il pourrait y avoir une sorte d'impossibilité presque métaphysique entre ce nouveau support, ce nouveau moyen de communication, la télévision et notre bon vieux livre. Voilà, ça a toujours été ainsi. Le livre a toujours été partie prenante à la télévision française et il y a toujours joui d'une popularité. Et c'est vrai que les intellectuels eux-mêmes souvent grognaient, souvent protestaient, souvent tempêtaient mais ils ont toujours été extrêmement attentifs à ce qui se passait à la télévision et attentifs aussi à la manière dont on rendait compte de la littérature en général et du livre en particulier à la télévision française. Cela a toujours été ainsi. Ça ne se discutait même pas, et après cinquante ans de télévision c'est vrai que nous rentrons probablement dans une autre ère. Mais les changements viennent justement du fait que les canaux se sont multipliés et que le livre a eu une importance primordiale à la télévision française en raison du petit nombre de chaînes pendant très longtemps. Autrefois, il y avait deux ou trois chaînes et chaque chaîne avait évidemment son émission littéraire. Cela allait de soi. Toute chaîne qui se créait devait avoir son émission littéraire, alors on essayait d'être original par rapport à celle qui en avait déjà une, mais il fallait qu'il y eût une émission littéraire. Aujourd'hui, avec la

multiplication des réseaux et des chaînes, avec bientôt l'installation du numérique gratuit qui appartient au réseau de France Télévision, on peut dire – et c'est un véritable paradoxe –, que la culture n'a jamais été aussi présente à la télévision. Jamais, il n'y a eu autant d'offres culturelles sur l'ensemble des chaînes de télévision, ce qui m'aurait paru inouï il y a seulement dix ans. Une chaîne est consacrée à l'histoire, d'autres sont consacrées à la grande musique, d'autres à des reportages, des grands voyages... Toutes ces chaînes offrent aux téléspectateurs des spectacles disons culturels, entre guillemets, dont on ne pouvait même pas avoir la moindre idée il y a seulement dix ans. Mais, inversement, la culture disparaît de plus en plus des chaînes hertziennes, c'est-à-dire des grandes chaînes publiques ou privées. Sur TF1, l'émission de Patrick Poivre d'Arvor passe tous les quinze jours vers minuit et demi, sur France 3, l'émission de Bernard Rapp, *Le siècle des écrivains*, passait au début vers 23 heures puis vers 23 h 30. Malgré les protestations de la presse, elle a été repoussée à minuit, minuit et demi et maintenant une heure moins le quart! Et la presse ne proteste plus. Plus personne ne proteste. Ce qu'Olivier Bourgois a dit est vrai. Quand on examine la présence du livre sur l'ensemble des chaînes de télévision, je crois que non seulement le livre est aussi présent qu'autrefois mais sa présence est même plus répandue qu'avant, plus affirmée. Vous avez sur les chaînes thématiques, comme sur Paris Première, une émission quotidienne sur les livres. Donc on pourrait dire finalement : « De quoi nous plaignons-nous ? ». Le livre est de plus en plus fréquent. Il y a de plus en plus de culture à la télévision... Sauf qu'il y a un petit

changement, et c'est ce que j'ai envie de dire ici, ce soir. Lorsque la télévision n'avait que deux ou trois chaînes, que ces chaînes étaient accessibles à tout le monde – qu'il ne fallait pas payer, sauf la redevance bien entendu – eh bien ces chaînes proposaient des émissions culturelles qui étaient accessibles à tout le monde et remplissaient un rôle pédagogique. Au fond, la télévision, pendant très longtemps, et notamment la télévision du service public, était une sorte de prolongation de l'université ou du lycée. Il y avait des émissions sur la musique, sur la peinture, évidemment sur le livre, sur le cinéma – il y en a encore qui existent, qui sont d'ailleurs plutôt des émissions de promotion des films plutôt qu'autre chose. Et donc, autrefois, on peut dire que la télévision, les grandes chaînes publiques, et puis privées, avaient un rôle missionnaire. Vous avez employé cet adjectif. Je le retiens. Elles avaient un rôle missionnaire. Je vais prendre l'exemple d'*Apostrophes*. *Apostrophes* passait à 21 h 30. Eh bien, aujourd'hui, j'ai souvent rencontré des dames qui ont entre 30 et 35 ans et qui me disent « Ah, vous savez que c'est grâce à vous que j'ai appris à aimer les livres. C'est grâce à vous que je fréquente les librairies. » Bien sûr, je suis toujours flatté lorsqu'on me dit cela et c'est pour moi la meilleure récompense du travail que j'ai pu faire à la télévision. Elles me disent : « Voilà ce qui se passait : j'avais 14 ou 15 ans et mes parents me disaient qu'il fallait que je regarde *Apostrophes*. Alors, moi, au début, je protestais. Mais ce n'était pas tard. C'était à 21 h 30. Le lendemain, j'allais au lycée, mais ce n'était pas très grave. Et effectivement, j'ai regardé votre programme encouragé par mes parents et puis, j'y ai pris goût. J'ai découvert des écrivains et puis je me suis mise à lire et

je suis devenu une accro de la lecture. » Et des témoignages comme celui-ci, il y en a eu des centaines et des milliers et j'ai reçu beaucoup de lettres de gens qui me remerciaient me disant : « Vous m'avez donné le goût de la lecture. » Mais, à l'époque, ce goût de la lecture, on pouvait l'attraper comme une bonne maladie, tout simplement parce que les émissions passaient de bonne heure, à 21 h 30. Aujourd'hui, quand les émissions culturelles passent à 23 heures et plus tard, quels sont les parents qui vont dire à leurs enfants : « Attendons l'émission de Pivot vers 23 heures », alors que le lendemain, ils vont au lycée. C'est impossible. Autrement dit, la grande différence entre le panorama d'hier et le panorama d'aujourd'hui, c'est que, autrefois, la télévision jouait son rôle comme ça d'attrape-tout, c'est-à-dire que quelqu'un qui n'avait pas l'intention de voir une émission littéraire ou une émission musicale ou le *Grand Échiquier* de Chancel, tout d'un coup, regardait parce qu'il y avait un air de musique qui lui plaisait. Ou bien, il y avait un écrivain à *Apostrophes* – Michel Serre ou bien William Styron – et tout d'un coup, l'attention d'un jeune homme ou d'une personne adulte était piquée, et puis, le lendemain, cette personne entrait dans une librairie pour acheter le livre de l'auteur qui l'avait, la veille, fasciné. Mais, encore une fois, cela se passait à 21 h 30. Aujourd'hui une émission comme la mienne passe à 23 heures, et je suis encore très privilégié par rapport à d'autres confrères. Pour comparer, l'émission *Apostrophes* se terminait à l'heure où, aujourd'hui, mon émission commence. Fatalement, ce rôle missionnaire, ce rôle d'entraînement de la télévision, ce rôle-là il n'est plus joué aujourd'hui, même sur Arte, qui est une excellente

chaîne bien entendu, mais c'est une chaîne qui s'adresse, là aussi, à un public qui est cultivé, un public déjà converti à la culture. De même, si vous allez voir Mezzo, c'est parce que vous êtes convertis aussi à la musique classique. La télévision, dans les grandes chaînes TV, ne joue plus ce rôle tout d'un coup d'incitation à la culture. Elle ne joue plus ce rôle parce que tout ce qui est culturel a été rejeté à la périphérie, c'est-à-dire vers les lointaines banlieues, exactement comme on a rejeté les gens des centres des villes pour y installer des bureaux et on les a rejetés plus loin parce qu'ils ne pouvaient plus payer les loyers. Voilà.

Florence Noiville : Bernard Pivot, là, je me fais l'avocat du diable mais si on pense à ce rôle de vulgarisation intelligente, qu'est-ce qui interdit qu'un jour il puisse y avoir un glissement vers une chaîne thématique qui ne s'appellerait pas Histoire mais qui s'appellerait Lecture ? Ce serait la chaîne Lecture et la mère dirait à sa fille : « Branche-toi sur la chaîne 42 parce que tu verras... », je ne sais pas, X, Y ou Z – des gens que vous avez vous-mêmes invités ou interviewés et dont on a tous gardé le souvenir ? » Vous voyez ce que je veux dire ? Vous disiez vous-même, à l'instant, que vous ne croyiez pas, il y a cinq ou dix ans, qu'il pourrait un jour exister en continu une chaîne qui s'appellerait Histoire...

Bernard Pivot : Prenons un exemple. J'ai eu la chance d'interroger quatre fois Soljenitsyne. Imaginons qu'il est chassé aujourd'hui de son pays, il va aux États-Unis. Je ne suis pas sûr qu'il accepterait de s'arrêter pendant une soirée en France pour la chaîne 42. Je n'en suis pas sûr... Je pense même qu'il ne s'arrêtera pas sur

la chaîne 42, et beaucoup d'autres écrivains ne s'arrêteront pas sur la chaîne 42 ou la chaîne 84, alors qu'ils acceptaient de s'arrêter pour la chaîne numéro 2 parce qu'il y avait *Apostrophes*, que c'était une émission évidemment hebdomadaire, un rendez-vous avec les gens qui étaient épris de livres. *Bouillon de culture* est un rendez-vous, évidemment moins suivi qu'*Apostrophes* puisque l'émission passe tardivement, parce que la concurrence est devenue considérable – vous imaginez le nombre de spectacles qui s'offrent ailleurs au moment où je commence en direct mon émission. Je trouve tout à fait étonnant, d'ailleurs, de trouver des gens à 23 heures. Ce sont des héros. Après avoir parfois travaillé toute la journée, ils attendent 23 heures pour regarder les écrivains qui vont débattre entre eux, comme hier soir, sur la langue... Je trouve que ce sont des héros d'une certaine manière, des héros de la culture. Comme quoi les héros sont souvent des anonymes. C'est une vieille tradition.

Olivier Bourgois : Ce que je voulais dire, c'est que la chaîne 42 existe à la radio. Elle s'appelle France Culture. Ça fait 1 % d'écoute. C'est d'ailleurs très bien fait, mais évidemment, ça n'a pas du tout l'impact que pourrait avoir une émission comme *Apostrophes*. Et je voudrais dire que ce à quoi nous sommes en train d'assister quand même, avec la disparition de ce genre d'émissions, c'est à la fin de l'espoir qu'il puisse y avoir une culture générale qui englobe l'ensemble de la société française à la télévision. C'est probablement impossible aujourd'hui et c'est probablement de toute façon un type d'entreprise qui avait, en tout état de cause, un caractère nécessairement

minoritaire. Ça ne pouvait pas faire le genre d'audience d'une grande émission de variété. Je crois qu'il faut quand même le dire. Et une des choses qui m'a frappé aussi, c'est qu'il y avait, avant Bernard Pivot, une grande émission littéraire phare dont on reparle en ce moment parce que Pierre Dumayet vient de publier un livre, qui était *Lectures pour tous*... *Lectures pour tous* est passé, entre le début et la fin, de 100 % de part du marché – parce qu'il n'y avait qu'une seule chaîne – à 20 % quand il y avait deux, à 8 % quand il y en a eu trois. À ce moment-là, est arrivée l'émission de Bernard Pivot qui a complètement repensé une formule et qui a permis de repartir vers des taux beaucoup plus importants même si l'on pouvait venir sur *Apostrophes* par hasard.

Bernard Pivot : À 21 h 30, la télévision, c'est la gare Saint-Lazare, une immense gare Saint-Lazare où on rencontre de tout. Vous zappez et vous rencontrez des tas de gens. À 23 heures, c'est déjà moins la gare Saint-Lazare et puis, à minuit et demi, ce n'est plus du tout la gare Saint-Lazare. Les opportunités de tomber sur des écrivains, sur des musiciens, sur des chefs d'orchestre, sur des peintres, augmentent avec l'heure tardive mais évidemment la clientèle s'amenuise d'heure en heure.

Florence Noiville : On comprend bien que la fin de la gare Saint-Lazare où l'on tombe par hasard sur Claude Hagège dans la salle des pas perdus, signe une espèce d'utopie. On est tous tristes, mais il semble que chez vous, Markus Gerlach, en Allemagne, vous ayez pris acte de cela, il y a longtemps, avec le système fédéral. Et puis, aussi, l'émiettement fait qu'il y a beaucoup de niches pour des

programmations très ciblées et il y a des chaînes encore plus culturelles qu'Arte en Allemagne. Pouvez-vous nous en dire un mot ?

Markus Gerlach : Il faudrait que j'explique brièvement le système. Vous avez une dizaine de chaînes régionales donc, et chacune de ces chaînes est quelque chose comme France télévision et Radio France sur une échelle régionale. C'est-à-dire que chacune de ces chaînes dispose de quatre à six chaînes de radios publiques, d'une chaîne de télé en continu, d'un orchestre radiophonique, par exemple. Donc une dizaine de chaînes régionales fournissent une partie du programme à la première chaîne publique nationale, au programme 3 Sat et aussi à Arte. Ce qui fait que ces structures-là représentent, pour ce qui concerne leur programme régional et pour ce qui concerne la plupart de leurs chaînes radios donc publiques, quelque chose comme des biotopes, des réserves naturelles à l'abri de la publicité et des parts de marché aussi en quelque sorte où vous pouvez programmer. Par exemple, sur 3 Sat, j'avais décrit le déroulement d'une transmission d'un concours littéraire qui consiste en une lecture par des jeunes auteurs de leur texte comme une soutenance de thèse vis-à-vis de quelques critiques qui, ensuite en discutent la qualité – de manière très dure parfois – et ce concours est transmis en direct plusieurs jours de suite. C'est le concours le plus important, le prix Lugeborg Bachmann, en Autriche et il dure plusieurs jours. Vous pouvez le voir à la télévision.

Je suis d'accord avec Bernard Pivot sur le fait que 90 % des ménages allemands disposant d'une trentaine de chaînes, même s'il y a une dizaine

de chaînes publiques, cela induit un émiettement et un éparpillement des intérêts de l'espace public en quelque sorte. Mais il y a une fonction d'information qui fait que de grands lecteurs, par exemple, qui s'intéressent à des informations plus ciblées sur la culture ou sur la littérature par exemple, peuvent les trouver. D'ailleurs, en termes de volume, il y a plus de programmations culturelles et littéraires en Allemagne ou dans les pays germanophones qu'en France, sauf qu'il faut rechercher ces programmes. C'est comme de rechercher en France une émission précise sur France Culture ou sur France Inter. Il est vrai, donc, que l'effet pédagogique de la programmation sur une chaîne publique qui existerait dans un système de trois ou quatre chaînes, a complètement disparu. D'ailleurs, moi-même, je peux dire que, personnellement, je regarde beaucoup plus Arte quand je suis en France que quand je suis en Allemagne parce qu'en Allemagne, j'ai le choix de beaucoup plus de chaînes dont certaines ont une programmation culturelle très intéressante, comme 3 Sat qui est une coopération des chaînes publiques allemandes, suisses et autrichiennes.

Bernard Pivot : Ce qui est intéressant dans votre cas, c'est que vous êtes un intellectuel et que vous regardez donc des chaînes qui sont faites pour vous. Il y a des chaînes culturelles, et tant mieux, ce n'est pas moi qui vais protester contre l'existence de ces chaînes y compris de Arte, bien entendu. Vous avez employé le mot « biotope », mais moi, je parlais de la gare Saint-Lazare, et je pensais qu'une grande émission littéraire populaire pouvait amener des gens à la lecture parce que c'était la gare

Saint-Lazare. Tandis que vous, vous nous parlez de biotopes, de réserves, de parcs naturels, où là, effectivement, il y a des gens, les derniers spécimens en voie de disparition qui sont effectivement gardés. Et c'est tant mieux, gardons-les. Mais ce n'est plus la gare Saint-Lazare. On en est loin.

Markus Gerlach : Oui, j'ai volontairement extrapolé, évidemment, le caractère de ces émissions et le caractère aussi du public. Mais il y a une question qu'on peut se poser au sujet des émissions littéraires, c'est celle de l'impact que peut avoir une émission littéraire sur l'achat du livre. Est-ce que le fait que vous ayez une émission — même si elle est très intéressante — avec des auteurs, mais qui est programmée à la télé, c'est-à-dire qu'il faut chercher, a un grand impact sur l'achat du livre? C'est vrai qu'on peut supposer qu'il s'agit de gens qui disposent déjà de beaucoup d'informations de la part des journaux, qui lisent les suppléments du livre en France. En Allemagne, c'est le même cas. Pour toucher un public de non-lecteurs ou de faibles lecteurs, il serait souhaitable qu'on ait davantage de programmation à des heures de grande écoute, du moins dans les chaînes nationales.

Bernard Pivot : Moi, je considère — à tort ou à raison, bien entendu — qu'une émission sur les livres qui n'envoie pas un certain nombre de téléspectateurs le lendemain dans les librairies, est une émission qui ne sert à rien. Pour moi, l'intérêt d'une émission sur les livres est de susciter des envies de lecture et de faire en sorte que ces envies soient satisfaites. Et comment les satisfaire? Bien entendu, en allant acheter des livres. Ce qui m'intéresse, ce n'est pas que les édi-

teurs vendent des livres. Ce qui m'intéresse, c'est que le public achète des livres. Vous allez me dire que c'est la même chose. Non, pour moi, ce n'est pas la même chose. Pour moi, ce qui est important, c'est le public qui va en librairie et qui achète et non pas les éditeurs qui vendent. Donc, ce qui est intéressant, c'est le fait que le public ait ensuite envie, non pas d'acheter tous les livres, il choisit, il fait ce qu'il veut, mais voilà, il a envie de livres. Tel auteur lui a plu, tel sujet l'intéresse et il a envie de livres grâce à la télévision – mais pas seulement, il ne faut pas négliger aussi le rôle joué par les journaux, les radios bien entendu –, grâce à une émission spécifique. Et des milliers, parfois des dizaines de milliers de personnes ont envie d'acheter un livre, d'en savoir plus, de prolonger l'émission qu'ils ont vue, par la lecture. Une émission littéraire est faite pour ça. Ce n'est pas seulement un spectacle, le plus agréable possible, mais encore faut-il qu'il débouche sur la lecture, sinon, encore une fois, autant mettre des variétés!

Florence Noiville : Je rebondis sur ce que vous dites, Bernard Pivot. Gianni Riotta, quand vous êtes rentré des États-Unis, si j'ai bien compris, vous avez repris en main le supplément littéraire de votre journal qui s'appelle *Tutti libri*. La vocation d'un supplément littéraire, c'est un peu comme la vocation d'une émission de télé, c'est-à-dire qu'il doit donner envie aux lecteurs de se précipiter dans une librairie. Et pour ça – ça rejoint d'ailleurs notre débat de tout à l'heure sur grand lecteur, non-lecteur ou grand public, public spécialisé – vous vous êtes dit : « Tiens, je vais refondre ce supplément. Je vais ajouter des pages et il

n'y aura plus seulement des livres, il y aura aussi un certain nombre de pages sur les loisirs intellectuels en général. » Ce qui était une façon de multiplier les portes d'entrée et là, on rejoint le côté gare Saint-Lazare, vous êtes d'accord? Et vous m'avez raconté qu'en fait, en faisant cela, vous avez été perçu comme un affreux Américain et taxé d'avoir voulu mélanger, en somme, les livres et la gastronomie et que, dans votre pays où l'on mange pourtant fort bien, cela avait été perçu comme quelque chose de terriblement iconoclaste.

Gianni Riotta : Nous, les gens du livre, nous devons être humbles. C'est vrai qu'on ne va plus faire la promotion du livre. Il faut qu'on fasse la promotion de la culture et la promotion des valeurs culturelles. Il faut qu'on apprenne, qu'on se mette au fait des nouvelles cultures qui sont en train de se bâtir. Si le livre est en train de mourir, il ne faut pas oublier que la télé ne se porte pas mieux non plus, parce que l'audimat baisse dans tous les pays occidentaux. Le fait est que les gens regardent de moins en moins la télé et les lecteurs de livres, les auteurs et tous les gens du livre se sentent toujours menacés par la télévision, mais je ne crois pas qu'ils réalisent complètement à quel point la télévision est malade. Si vous demandez à quelqu'un qui passe son temps à pianoter sur Internet, ce qu'il faisait qu'il ne fait plus maintenant qu'il est sur Internet, il ne va pas vous répondre qu'avant il lisait des livres et que maintenant il n'en lit plus. Il va vous dire qu'avant, il regardait la télé. Et c'est vrai qu'il ne faut pas compter sur la télévision pour faire la promotion et l'apologie du livre, mais il ne faut pas compter sur la télévision pour vendre du détergent

ou pour élire des présidents.

En ce moment, les gens qui sont sur Internet et les gens qui sont dans le monde électronique sont en train de bâtir un monde. Et c'est vrai que, dans le milieu du livre, on a tendance à mépriser ce monde mais nous ne l'oublions pas, la télévision a joué un rôle utile. Par exemple, dans mon pays en Italie, elle a aidé à enseigner l'italien, la langue italienne à des gens qui parlaient essentiellement des dialectes. Alors que va faire l'ordinateur? Que va faire l'Internet? Je ne sais pas. Nous en sommes au tout début de cette révolution.

Dernier point que je souhaitais aborder. On peut dire de la *Stampa* que c'est un quotidien qui est assez collet monté, du même style que *Le Monde*, beaucoup de prestige, avec des philosophes qui écrivent des éditoriaux à la première page, avec des pronostics exceptionnellement pessimistes sur l'avenir de l'humanité qui est essentiellement maudite, bla, bla, bla. Mais ce que nous devons chercher à faire, c'est, en fait, apporter une culture vivante, une culture vive dans l'esprit des gens. Je suis moi-même originaire de Sicile. Je ne suis pas Américain. Quand on passe une enfance en Sicile, le règne de l'antiquité est à portée de main parce que vous allez jouer au foot sur des ruines romaines ou grecques. Ce qui faut faire, c'est convaincre les gens d'être un petit peu comme on était sous l'antiquité grecque. Nous vivons à une période qui ressemble à l'antiquité parce que nous devons construire et bâtir une culture qui soit démocratique et non pas une culture de tour d'ivoire et élitiste. Nous devons apporter la culture à des gens qui vivent aujourd'hui pour qu'ils la vivent aujourd'hui et non pas qu'ils la désirent pour demain.

Florence Noiville: Je voudrais juste glisser un mot sur cette idée de culture démocratique et de culture de tour d'ivoire. Ce que vous dites de la page de la *Stampa* me fait penser à l'exemple anglais. Malheureusement, nous n'avons pas de Britannique parmi nous. Mais c'est un exemple intéressant. Les Anglais, il est très frappant de constater la vivacité de ce qu'ils appellent leur *World Literature*. Le multiculturalisme anglais littéraire est particulièrement vivant et intéressant. Or, c'est une littérature qui vient des marges de l'ancien Empire, que ce soit Salman Rushdie ou des gens dont les livres s'adressent aussi – et c'est ce que vous disiez qui m'y fait penser – aux communautés indiennes, pakistanaïses, jamaïcaines qui vivent au Royaume-Uni. Que se passe-t-il dans ce pays où le livre est incroyablement vivant? Il se passe qu'il n'y a pas de couverture de la télévision concernant le livre. Pas d'émission littéraire à la télévision, vous l'avez souligné dans votre rapport. Des émissions de radio, un petit peu sur BBC 4, des lectures mais à la télévision, rien... Et Julian Barnes – vous citez cet exemple dans votre rapport, mais il me l'a raconté, il n'y a pas très longtemps – qui était invité en France pour l'un de ses romans qui venait d'être traduit, au journal de 13 heures, disait: « Mais je n'y comprends rien. Ici, je passe à la télévision au journal de 13 heures. Chez moi, il aurait fallu que j'aie violé une petite fille ou assassiné le facteur pour avoir cet honneur. » Bien entendu, il y a une couverture de la presse absolument exceptionnelle: *Times*, *The Observer* et autres, mais avec cette couverture des médias de masse si faible et dans un cadre économique si dur, un cadre ultra-libéral, pas de prix unique, des discounts autorisés, une présence massive des chaînes y compris amé-

ricaines, y compris des grandes chaînes de librairie, eh bien qu'est-ce qu'on voit? Que les Anglais ne lisent pas moins que nous, on l'a dit tout à l'heure, et que l'offre éditoriale est plus grande quantitativement. Le nombre de titres produit est deux fois plus grand mais qualitativement, encore une fois, on a une impression d'une espèce d'effervescence de la création romanesque. C'est un paradoxe qui me fait dire que, peut-être, la télévision comme lieu de consécration joue moins son rôle aujourd'hui.

Bernard Pivot: Ça n'a rien à voir. Il y a des gens qui écrivent. Ils n'écrivent pas pour passer à la télévision ou alors, ce serait la plus mauvaise des raisons. Ils écrivent. Ils ont du talent. Il y a un monde en eux. Ils ne pensent qu'à une chose: écrire des livres. Qu'est-ce que la télévision a à faire là-dedans?... Rien du tout.

Florence Noiville: Mais si, parce qu'on se plaint. Les éditeurs, on les entend à longueur de journée dire: « On n'est pas relayés. Regardez, les médias nous oublient. On est rejetés à la marge, à la périphérie », comme vous disiez tout à l'heure.

Bernard Pivot: Ce n'est pas parce que la télévision anglaise ne donne pas la parole aux écrivains britanniques ou de langue anglaise qu'il n'y a pas de grands écrivains, et inversement. Ce n'est pas parce que nous avons des émissions littéraires que forcément nous avons de grands écrivains. Je crois qu'il n'y a pas de rapport.

Florence Noiville: Le rapport, c'est que les livres et les auteurs trouvent leur public, indépendamment des relais médiatiques. Elle les trouve donc par un autre chemin.

Bernard Pivot: Oui, mais c'est normal. En France aussi. Les journaux ont tous des suppléments littéraires: *Le Monde*, *Le Figaro*, *Libération*, etc. Il y a des livres qui deviennent des best-sellers alors que la télévision n'en parle pas, grâce à la presse écrite, grâce aux radios. Heureusement!

Florence Noiville: Cela renvoie à une autre question: comment se créent les best-sellers?

Olivier Bourgois: En plus. Un auteur passe à la télévision et fait de l'effet, il faut qu'il y ait un relais immédiat, qu'il y ait de la publicité dans les journaux, que le livre soit en librairie. L'effet d'*Apostrophes*, de *Bouillon de Culture* ou des autres émissions, dure huit à quinze jours et après...

Bernard Pivot: J'ai reçu un Chinois totalement inconnu qui a écrit en français un roman paru chez Gallimard. Au mois de janvier, il fait paraître son livre. Moi, je le lis sur épreuves pendant les vacances de Noël, je suis absolument enchanté par ce livre, donc je l'invite et j'en fais vraiment un éloge. C'est rare de tomber sur un livre de cette qualité. Il s'adresse à un public d'intellectuels parce qu'il y fait l'éloge de la littérature du XIX^e siècle et puis, en même temps, il peut être lu par un public très populaire parce qu'on y raconte l'aventure de deux copains pendant la Révolution culturelle en Chine. J'ai donc vraiment appuyé sur ce livre. Et le lendemain, il y a eu la ruée dans les librairies et à midi, il n'y avait plus aucun exemplaire en vente nulle part. Ils ont réédité. Ensuite, qu'est-ce qui s'est passé? Et c'est là que vous avez complètement raison, il y a eu le relais de la presse écrite. Simplement, il se trouve que j'avais eu la chance,

comme ça, de le lire un peu avant mes confrères de la presse écrite. Souvent, c'est l'inverse. Mes confrères de la presse écrite me signalent un livre, et je le prends après eux. Grâce au bouche à oreille, le livre s'est vendu à 150 000 exemplaires. Tout le monde a joué son rôle. Et c'est vrai que s'il n'y a qu'une émission de télévision et qu'ensuite il n'y a plus de relais, la parole de l'écrivain tombe dans un désert. Évidemment, ça ne sera pas suivi de beaucoup d'effet. Mais je crois qu'il ne faut pas isoler la télévision du reste de la presse. Tout ça forme un ensemble, je crois, cohérent dont profitent les auteurs. La seule chose qu'on pourrait dire – je crois que vous en parlez dans votre rapport – et qui est un peu moins vrai aujourd'hui car l'émission est tardive, du temps d'*Apostrophes* l'émission donnait aux écrivains un statut social. Pour la famille de l'écrivain, pour ses fournisseurs, ses voisins, c'était un écrivain puisqu'on l'avait vu à *Apostrophes*. C'était assez rigolo car il était vu d'un public extrêmement large – les voisins, mais aussi le boucher, le boulanger –, et alors d'un seul coup, ces gens lui montraient du respect parce qu'il était passé à *Apostrophes*. C'est un peu ridicule bien entendu, mais ça a existé.

Florence Noiville: Olivier Bourgois, c'est votre analyse aussi, que ce qui compte, c'est la diversité des lieux de présentation du livre?

Olivier Bourgois: Oui, ce que je disais dans ce rapport, c'est qu'effectivement, il ne fallait surtout pas séparer la télévision des autres lieux d'information. Au fond, le problème est celui de l'ensemble des lieux où le livre est présenté et le plus important de tous reste la librairie. D'ailleurs, s'il est frappant de constater le coup

d'éclair de l'émission de télévision c'est surtout, en réalité, le travail des libraires et évidemment aussi des bibliothécaires qui importe, avec un temps de délai après la sortie du livre. On a peu parlé de la radio parce qu'au fond son travail est plus simple à comprendre. Il y a un autre aspect des choses, c'est que la télévision travaille sur des chiffres qui n'ont aucun rapport avec les chiffres de l'édition ou de la librairie. Un grand succès de librairie, c'est un livre acheté par un téléspectateur sur mille et un best-seller, un livre acheté par un téléspectateur sur cent. Nous ne sommes plus dans le même ordre de grandeur du tout. Un des problèmes du débat dont on n'a pas parlé c'est la publicité à la télévision: le coût d'un passage de spot publicitaire à la télévision est tel qu'aucun éditeur ne peut en réalité se le permettre sauf les très grands groupes ou pour des catégories de livres qui ne sont probablement pas ceux qu'on a le plus rencontrés ou pour des encyclopédies ou des catégories d'ouvrages très particulières.

Florence Noiville: Sauf sur les chaînes thématiques... Est-ce que nos amis européens ont envie de réagir à ce qui vient d'être dit?

Markus Gerlach: Je voudrais dire quelque chose d'un peu compliqué, et je ne sais pas si je vais parvenir à bien l'exprimer. Je voudrais m'opposer à une idée sous-jacente à tous ces débats comme « Où va la culture, quelle est la présence de la culture dans les médias? » qui soutient que ce sont les questions de mondialisation, les histoires de parts de marchés qui chassent le culturel des ondes, que ce soit à la télé ou à la radio. Moi, je pense qu'une des raisons pour lesquelles il y a moins d'intérêt pour ces

émissions, pour lesquelles il y a un émiettement, est due aussi au manque de prestige social, et également à la diminution du prestige social que peuvent procurer certaines pratiques culturelles, comme la lecture, toujours présentées comme quelque chose de très positif. Je cible un groupe qui est toujours en question – quand on ne prend pas la ménagère de moins de 50 ans –, qui est l'étudiant de moins de 19 ans. Moi, je suis quotidiennement confronté aux moins de 19 ans, et je dois dire que j'aurais du mal à les obliger – ou à leur reprocher du moins de ne pas lire des livres traditionnels. Je serais très content s'ils se renseignaient sur ce qui se passe autour d'eux, mais ça m'est relativement égal si c'est par la lecture sur l'Internet ou si c'est par la lecture de journaux – je ne suis pas très attaché non plus au médium –, mais je crois que ce à quoi on assiste, c'est une mise en question des autorités et des pratiques culturelles procurant du prestige social. Je pense qu'il y a vingt ans, lire un livre, savoir en discuter lors d'un dîner procurait du prestige social et que cela a disparu aujourd'hui. Je ne sais pas si cela ne reflète pas une évolution inévitable qui n'a rien à voir avec un esprit manichéen des programmeurs culturels.

Florence Noiville: Là, vous rejoignez complètement Gianni Riotta ?

Gianni Riotta: Il est très intéressant de noter qu'aujourd'hui un étudiant de 3^e cycle en physique, par exemple, dans une université américaine peut recevoir son diplôme après plusieurs années d'études sans avoir jamais ouvert un livre. Toute l'information très ciblée dont il a besoin de la part de la communauté scientifique qui s'intéresse aux petits segments de la discipline qui est la sienne, il se la pro-

cure par courrier électronique ou sur Internet. Le fait qu'il n'ait pas ouvert de livres, matériellement parlant, veut-il dire qu'il est moins intellectuel qu'Einstein ? Je ne le crois pas. Donc, je le répète: le support n'est pas si important. Et d'ailleurs, si on prend toute l'histoire de l'humanité, est-ce que le livre a une si belle histoire après tout ? Parce qu'aujourd'hui, il y a plus de gens en Inde qui lisent des livres que de gens qui ont lu des livres dans le monde entier au siècle dernier.

Je ne fais absolument pas confiance à la télévision pour propager la culture aujourd'hui, parce que les télé-spectateurs d'aujourd'hui ont en règle générale un niveau d'instruction moins élevé et sont moins intéressés par le monde des idées qu'autrefois. En fait, si vous regardez les publicités elles ne concernent pas les livres, mais plutôt des produits d'entretien, des voitures ou des montres-bracelets qui coûtent très cher. J'ai participé à une émission populaire en Italie qui avait pour vocation de faire la promotion du livre auprès des jeunes. Quand les jeunes me demandaient pourquoi il fallait lire, je leur répondais tout simplement que les gars qui lisent des livres ont plus de succès avec les filles que ceux qui ne lisent pas. Je suis prêt à parier que ça a marché. En conclusion, nous parlons beaucoup, mais c'est le moment d'agir. Si l'on veut défendre le livre, il faut faire des choses concrètes. Je suggère par exemple à monsieur Pivot de m'inviter à parler de mon livre lors d'une prochaine émission. Oui, voilà ce qu'il devrait faire sans plus tarder !

Florence Noiville: Le temps file... Peut-être y a-t-il des questions dans la salle ?

Public: Il me semble que l'un des gros obstacles à la diffusion du livre, c'est son prix. Je vois des tas de livres que j'aurais envie d'acheter à des prix de 140 ou 190 F... Vous me direz qu'il y a les bibliothèques, mais maintenant dans les bibliothèques, il y a des gens qui voudraient faire payer le livre. Il y a un problème, là. Ce n'est pas pour faire de la nostalgie, mais dans les pays où l'on a subventionné les livres, malgré la censure – je pense aux pays de l'Est, autrefois, où évidemment, on ne pouvait pas trouver tout ce qu'on voulait – il y avait tout de même un grand nombre de classiques que l'on pouvait trouver à bon prix. Le problème de l'argent fait un peu obstacle. Si l'on n'évacue pas ce problème, on aura beau tourner en rond, parler de télévision, de manque de culture, je pense qu'on n'en sortira pas. Est-ce qu'on considère le livre, la culture, comme un business, auquel cas, eh bien, on doit continuer. Vogue la galère! Ou bien, est-ce les pouvoirs publics doivent faire une politique permettant une diffusion réelle de la culture – et pas seulement du livre d'ailleurs, mais aussi du théâtre, des disques, de la musique – de manière à ce que ce soit un produit véritablement accessible aux masses puisqu'on parle de démocratie?

Florence Noiville: Qui veut répondre à cette épineuse question?

Jean-Sébastien Dupuit: Je voudrais répondre – même si une bonne partie de vos questions s'adresse en réalité plus aux éditeurs qu'aux pouvoirs publics – sur deux points: le premier, c'est la disponibilité des livres et le prix moyen du livre qui a plutôt

tendance à diminuer actuellement, ce dont les éditeurs se plaignent amèrement, tandis que du côté des pouvoirs publics et du côté du public on doit plutôt trouver que c'est une bonne chose. En revanche, et là je parle de la production française, quand vous parlez des classiques, il faut rappeler qu'il y a trente ans, le livre de poche classique n'offrait qu'une sélection de quelques titres. Je me souviens très bien de l'époque où vous n'aviez pas Proust en livre de poche. On pouvait trouver *Un amour de Swann*, mais pas l'intégralité de *Du côté de chez Swann*. C'est seulement en 1965-1966 que la totalité de Proust devient disponible en livre de poche. En matière de classiques, existe aujourd'hui une offre réelle et quelqu'un qui n'aurait les moyens d'acheter que des livres de poche dispose aujourd'hui de possibilités qui n'ont rien de commun avec ce qui pouvait exister il y a trente ou trente-cinq ans.

Le deuxième point concerne la disponibilité des bibliothèques. Par rapport à une époque ancienne, l'offre en bibliothèques est tout à fait considérable aujourd'hui et quant au débat sur le prêt payant, je peux vous garantir que ce n'est pas parce que certaines personnes réclament que ce prêt soit payant, qu'il sera payant pour les lecteurs. Même s'il y a un problème particulier de rémunération des auteurs, on trouvera une solution d'une autre nature et certainement pas en taxant chaque emprunt individuel. Je crois donc que sur les deux plans que vous avez évoqués, la situation est beaucoup plus positive que vous ne le dites et que les possibilités actuelles d'offres sont tout à fait considérables. Quant au

Jean-Sébastien Dupuit est directeur du Livre et de la Lecture, ministère de la Culture et de la Communication.

prix Nobel, je signale qu'il a été publié en poche avant même que son auteur n'ait le prix. Je signale d'ailleurs, au sujet des pouvoirs publics, qu'à une époque où Gao n'était connu de personne, il a bénéficié de bourses en tant qu'auteur et que son ouvrage a été traduit avec le concours du CNL. Il n'y a pas particulièrement lieu de se plaindre de ce point de vue.

Florence Noiville : On pourrait même évoquer, à l'extrémité du spectre, les livres à 10 F qui n'existaient pas il y a quelques années et dont on a pris l'idée chez vous, Gianni Riotta, et dont le catalogue ne cesse de s'élargir.

Public : Quelle rôle la presse écrite de province joue-t-elle et vis-à-vis de quel public ? Est-ce que les habitudes de lecture du public de province sont différentes de celles de Paris ?

Bernard Pivot : En tant que provincial, je peux vous répondre parce que j'ai travaillé dans un journal de province. Oui, bien sûr, toutes les chroniques littéraires jouent un rôle partout, y compris dans les organes internes des syndicats ou des paroisses... La critique littéraire, les informations sur le livre, sur le cinéma se glissent partout, et donc les comptes rendus de livres dans des grands journaux comme *Ouest-France*, *Le Progrès* ou *Sud-Ouest* sont très recherchés par les éditeurs. Elles jouent un rôle très important. Cet effet boule de neige que vous évoquiez il y a un instant, eh bien, évidemment la presse de province y concourt et avec tous ses moyens, et surtout avec une très grande diversité qui n'est plus la même par rapport à trente ou quarante ans où il y avait beaucoup plus de journaux de province. Mais enfin

tous ces grands journaux effectivement participent à la promotion du livre. Parfois, ils ont des chroniqueurs littéraires parisiens et on peut parfois regretter que ce ne soit pas des gens sur place qui tiennent ces rubriques.

Olivier Bourgois : J'ajouterais, on n'en a pas dit un mot, on n'y pense pas, mais que les télévisions régionales de France 3 parlent beaucoup du livre. J'avais recensé 1 200 présentations d'ouvrages en un an sur les stations régionales de France 3.

Bernard Pivot : C'est vrai que les stations régionales de France 3 jouent un rôle considérable parce que les éditeurs, en tout cas pour les auteurs les plus connus, organisent des tournées. Par exemple, on descend à Lyon : le matin, on passe à France 3 Lyon pour une interview avec un journaliste de la station ; après, il y a un déjeuner avec les journalistes des hebdomadaires du journal, des radios et puis ensuite, il y a une signature, soit à la Fnac soit dans une autre grande librairie et parfois encore d'autres entretiens privés avec des journalistes. Donc toute la journée de l'auteur est bien occupée et ces voyages se multiplient dans toutes les grandes métropoles françaises.

Public : Dans la même ligne, que pensez-vous de l'apport des foires du livre qui ont tendance à se multiplier aussi bien en France qu'à l'étranger ?

Bernard Pivot : Mais tout est bon pour le livre : les foires du livre, les prix littéraires, les émissions littéraires, les bulletins paroissiaux. Plus on parle de livres, mieux le livre se porte, croyez-moi, à condition que ça soit de qualité. J'étais il n'y a pas longtemps à la foire du livre de Brive.

C'est une foire très populaire. Les gens regardent les auteurs comme s'ils étaient au zoo. Ils sont un peu interloqués de rencontrer des auteurs. Ils sont séparés, non pas par une grille, mais par une sorte de table où les livres sont en piles et sur lesquelles les écrivains signent. Je dois dire que tout ce qui sert à faire que le livre est à la une des journaux, des radios, de la télévision, tout ça est très bien, si tant est que cela soit organisé avec honnêteté et dans la qualité, bien entendu.

Public: J'ai une question qui s'adresse plus particulièrement à Gianni Riotta. Je voudrais savoir si le rachat récent d'une grande maison d'édition française, en l'occurrence Flammarion, par un groupe de presse et d'édition italien, a fait du bruit dans en Italie, dans la presse et ce que vous pensez de ce rachat.

Gianni Riotta: Est-ce que c'est une bonne chose? Est-ce que cela va participer à l'avènement d'une culture européenne? Peut-on entrevoir l'avènement d'une maison d'édition européenne? Il existe de très grands groupes en Italie avec des participations européenne, japonaise, américaine, mais nous n'avons pas de maison d'édition européenne qui pourrait faire la promotion de la culture européenne – française, anglaise, britannique, italienne, espagnole. En tout cas la presse ne s'intéresse pas à ce rachat vu sous cet angle-là...

Florence Noiville: C'est une question qu'on pourrait aussi poser à Markus Gerlach. Comment cela va-t-il se passer pour le livre dans le contexte de l'articulation avec des grands groupes d'édition, qui sont eux-mêmes englobés dans de grands

groupes de communication comme Bertelsmann, par exemple? Est-ce que la logique est européenne ou est-ce que le capitalisme n'a pas de frontières?

Markus Gerlach: Je dirais que dans le domaine de l'édition, c'est un peu particulier parce que Bertelsmann – qui est maintenant le leader mondial dans le livre et qui est en même temps le plus grand éditeur américain après le rachat de Random House, la plus grande maison d'édition qui existait – a toujours dû constater, surtout à l'intérieur de l'Allemagne, qu'il n'a pas pu réaliser comme il aurait voulu des effets de synergie et des économies d'échelle en rachetant des maisons comme ça, en produisant les livres dans une même usine ou en fusionnant les départements de marketing et de lectorat. Tout ça parce que quelque chose, l'esprit un peu particulier de la maison d'édition qu'ils avaient racheté s'est évaporé. Il y a un exemple parlant: le rachat d'un éditeur de sciences humaines qui jouissait d'un grand prestige, qui s'appelait Siedler, un éditeur de Berlin. Ils l'ont racheté, et l'ont laissé tranquille pendant assez longtemps, puis ils lui ont imposé des choses, un assistant marketing et un livre dont il ne voulait pas du tout. En l'occurrence, le livre de David Jonah Goldhagen, qui s'appelle en français *Les bourreaux volontaires de Hitler*, qui s'est vendu extrêmement bien, mais qui est contesté par un grand nombre d'historiens. Ce qu'il a gagné financièrement en prestige il l'a perdu en clientèle, il a perdu d'anciens acheteurs. Lui-même est parti et a considéré qu'on lui avait, en quelque sorte, détruit l'œuvre de sa vie ou du moins ce qu'il avait fait durant ses vingt dernières années. Bertelsmann s'est rendu compte qu'il fallait quand

même laisser les gens tranquille, qu'il n'était pas vraiment possible de faire la même chose que dans l'industrie ou que dans la télécommunication par exemple.

Gianni Riotta: Il est évident qu'il y a quand même plus d'âme dans une maison d'édition que dans une entreprise de travaux publics... C'est vrai que quand on achète une maison d'édition, on a toujours peur que l'âme, l'esprit de cette maison d'édition s'envole, alors que si vous achetez une entreprise qui bâtit des murs, a priori on peut imaginer que l'entreprise continuera tant bien que mal à bâtir des murs. C'est complètement différent. C'est très bien que des grands groupes achètent des maisons d'édition et qu'ils se retrouvent ensuite sans rien en mains... C'est formidable.

Public: Dans le programme, on nous parle très précisément de « mise en spectacle » du livre et pour moi « spectacle », ça veut dire « mise en scène » J'aimerais obtenir, si possible de Bernard Pivot, quelques éléments concernant les mises en scène des différentes formules de ses émissions. Pourquoi avez-vous choisi de changer de formule et dans les nouvelles formules, quels ont été pour vous les points essentiels ?

Bernard Pivot: À un moment – c'était au milieu de ma vie, j'avais fait quinze ans d'*Apostrophess* –, j'ai eu envie de changer. J'avais envie de m'ouvrir un peu au cinéma, au théâtre. Au début, *Bouillon de culture* était l'inverse d'*Apostrophess*. C'était très classique: unité de temps, unité de lieu, unité de sujet. Et puis d'un seul coup, à *Bouillon de culture*, il n'y avait plus d'unité de sujet parce qu'il y avait du cinéma, des livres, de

la musique, un peu de tout. Il n'y avait plus non plus d'unité de lieu parce que je voyageais dans le plateau. Je montais même à un étage, à un certain moment et il n'y avait pas non plus d'unité de temps puisqu'on passait d'un sujet à un autre... Le public et la critique qui jugeaient que seule la formule d'*Apostrophess* était bonne, n'ont pas apprécié du tout. Tout le monde m'est tombé dessus. En plus, l'émission coûtait beaucoup plus cher, ce qui était un mauvais point vis-à-vis de la direction. Tandis que quand vous mettez quatre chaises, une petite table et un fauteuil, ça coûte vraiment moins cher. Il n'y a pas moins coûteux. Je suis donc revenu peu à peu à la formule d'*Apostrophess* au bout d'un an, un an et demi. Voilà, c'est tout simple. Ça s'appelle une erreur humaine...

Florence Noiville: C'est sur cette manifestation d'humilité que nous terminerons... Merci à tous.

Le livre et ses imaginaires, rencontre européenne

Les commentaires sur la mort programmée du livre face à la montée en puissance des nouveaux médias se multiplient. Le sort du livre ne dépend pourtant pas uniquement de l'évolution technique, mais aussi de la persistance d'images mentales et du maintien d'une sensibilité particulière transmise par l'éducation. L'histoire des mentalités du vieux continent européen nous rappelle la diversité culturelle qui en fait sa richesse et sur laquelle s'appuie le devenir du livre. Dans cette bataille d'opinion, le témoignage d'acteurs du monde du livre et l'analyse de certains sociologues viennent éclairer la place réelle et symbolique du livre dans la société européenne, et plus particulièrement dans les pays de l'Union.

Les intervenants de la première partie de cette rencontre s'intéressent au désir du livre. Est-il suscité dans les différents pays d'Europe, par l'éducation, l'école, les traditions de lecture particulières ? Peut-on constater des disparités dans l'importance que les différentes cultures accordent au livre ? La seconde partie s'attache à la place du livre dans les médias. Comment est-il valorisé par la presse écrite ? La télévision intervient-elle de façon évidente dans la popularisation de certains livres et auteurs dans les autres pays d'Europe ?